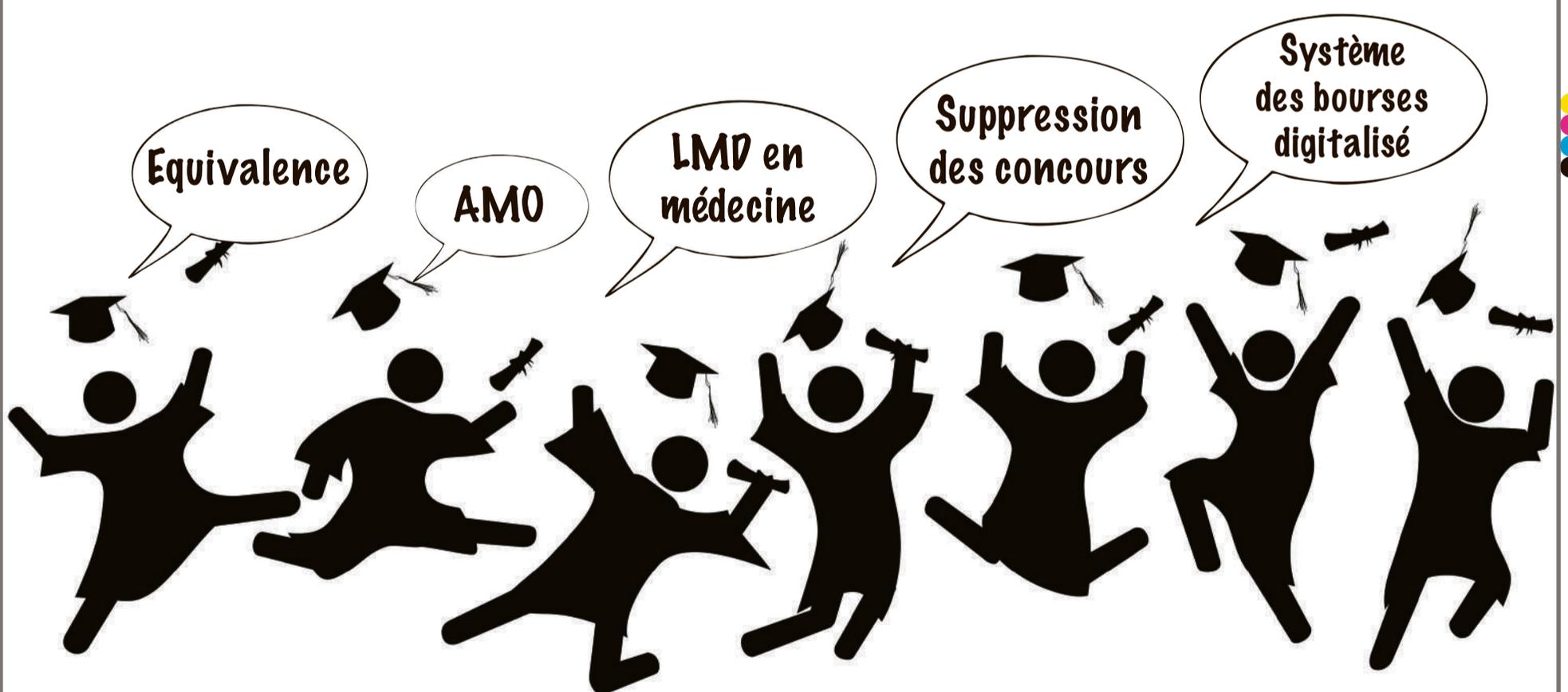


Enseignement Le supérieur en chantier



Enseignement supérieur: Un air de changement

■ Une multitude de nouveautés pour la rentrée

■ Equivalences, bourses, concours, encadrement, SI,... plein de chantiers

■ La régionalisation avancée, prochain défi

L'ENSEIGNEMENT supérieur opère sa mue. La rentrée 2015-2016 marque le coup d'envoi de nombreuses nouveautés, dont certaines marqueront une véritable rupture avec le passé. A commencer par la reconnaissance des établissements privés et l'équivalence de leurs diplômes. Cette année, pour la première fois, des écoles et universités privées pourront présenter leur candida-

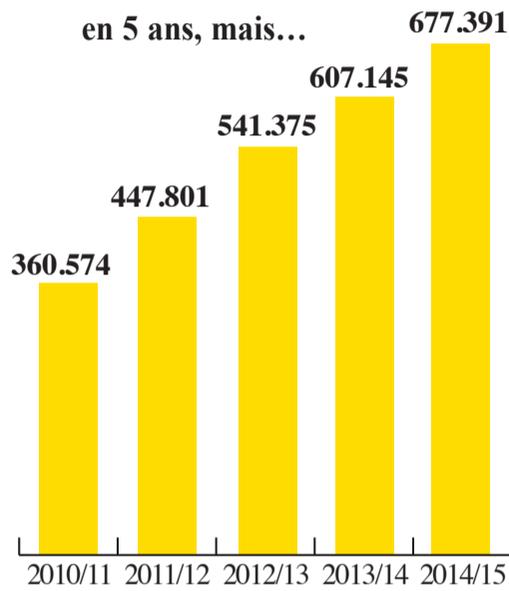
ture pour être enfin reconnues. Cela permettra de donner un coup de pouce au secteur, dont la part a été presque réduite de moitié ces dernières années. Quoique, l'effet risque d'en être limité, puisque pour l'heure, très peu d'établissements peuvent satisfaire aux conditions exigées.

La rentrée sera aussi marquée par l'élargissement de l'AMO au profit des étudiants (260.000 pour commencer), l'introduction du système LMD en médecine, qui offrira plus d'opportunités de carrière aux jeunes, et le prolongement de la durée de préparation du doctorat d'une année, afin de permettre à plus de doctorants de soutenir leur thèse. La réflexion sera aussi lancée pour la réorganisation des Centres d'études doctorales et la révision des accréditations des filières du doctorat. Des assises seront organisées dans ce sens.

Cette année connaîtra, également, le recrutement de 1.300 enseignants dans les universités (un record), qui recevront pour la toute première fois une formation

Les effectifs doublent

en 5 ans, mais...



Source: MES

En l'espace de 5 ans, le nombre d'étudiants des universités a été multiplié par deux, augmentant la pression sur la capacité d'accueil. Cela dit, malgré la massification, le nombre d'étudiants marocains reste encore faible par rapport à la moyenne régionale (1.300 étudiants pour 100.000 habitants en 2011, contre 3.000 à 4.000 en Méditerranée). Augmenter le nombre d'étudiants, c'est là encore un autre pari à gagner

mination de son directeur ne devrait plus tarder, selon le ministère de l'Enseignement supérieur. L'instance aura pour mission d'évaluer le secteur et d'instaurer une démarche qualité pour le système d'enseignement qui pâtit encore de plusieurs lacunes.

Sans compter la réforme de la loi 01-00 régissant l'enseignement supérieur, dont la dernière mouture a été finalisée et devrait bientôt atterrir au SGG.

La tutelle s'attèlera également au développement d'un système d'information global coiffant tout le secteur, un chantier de taille. Tout en continuant à renforcer la capacité d'accueil dans les universités qui reçoivent de plus en plus de jeunes (voir illustration). D'ailleurs, plusieurs établissements sont en cours de lancement. C'est le cas notamment de l'ENCG de Dakhla, l'EST de Khénifra, trois facultés de médecine à Agadir, Tanger et Béni Mellal, et trois instituts de charia et de droit à Figuig, Tan Tan ou encore Taroudant. L'INSA Euroméditerranée et l'Ecole centrale de Casablanca ouvrent leurs portes cette rentrée.

Ces projets se rajouteront à ceux

en innovation pédagogique, avant de pouvoir exercer. Parmi eux, et c'est là aussi une première, 300 doctorants en 2e année engagés avec un CDD, pour un salaire mensuel de 5.000 DH. De quoi améliorer

La «malédiction» de la discontinuité

DURANT ces quatre dernières années, l'enseignement supérieur a certainement connu bien plus de réformes que durant les dix années qui les ont précédées. Depuis son arrivée à la tête du ministère de tutelle en 2012, Lahcen Daoudi a lancé chantier sur chantier. Il reste évidemment beaucoup à faire, que ce soit sur le plan de la qualité des enseignements, de la recherche et des infrastructures. Mais une nouvelle dynamique a été enclenchée. Si jamais Daoudi est appelé à prendre la présidence de la région de Khénifra-Béni Mellal, après le jeu des alliances des partis à l'issue des élections du 4 septembre, qu'advient-il de tous les projets lancés? C'est souvent le drame du système d'enseignement au Maroc, la discontinuité des actions. □

le taux d'encadrement dans les universités, et motiver plus de jeunes à briguer une carrière universitaire et à s'investir dans la recherche.

Le système de gestion des bourses sera, par ailleurs, dématérialisé. Un appel d'offres sera lancé dès ce mois de septembre pour le choix d'une plateforme électronique adéquate. Cela permettra plus de transparence dans le traitement des dossiers, depuis longtemps sujet à des soupçons de trafic.

Autre chantier activé, celui de la suppression des concours d'entrée aux grandes écoles publiques, qui sera effective l'année prochaine (voir les détails dans les pages XII et XIII).

L'Instance d'évaluation pourrait, en outre, être activée dès cette année. La no-

lancés durant les trois dernières années: fusion des universités de Casablanca et celles de Rabat, création de pôles technologiques entre écoles d'ingénieurs, appel à projets R&D (300 millions de DH), fonds de recherche lancés avec plusieurs opérateurs (OCP, Managem, ministère de l'Agriculture,...), amélioration des bourses octroyées, ...

Et ce n'est pas fini, le secteur se trouve devant d'autres défis à relever, dont celui de la régionalisation avancée. Les universités devront être dotées de pouvoirs élargis et se mettre à l'écoute des besoins des régions, pour la formation de ressources humaines adaptées. □

Ahlam NAZIH



CONCOURS

Programme Grande École

1^{ère} année




IFC - BANQUE MONDIALE
ACTIONNAIRE DE HEM
POUR ACCOMPAGNER SON DÉVELOPPEMENT

Business School N°1 au Maroc

SESSION SEPTEMBRE 2015
Dernière Session

DATE LIMITE DU DÉPÔT DE DOSSIER
Lundi 21 septembre avant 16h

ÉPREUVES ÉCRITES (Maths, culture générale, français)
Mardi 22 septembre

ÉPREUVE ORALE
Mercredi 23 et Jeudi 24 septembre

PROCLAMATION DES RÉSULTATS
Samedi 26 septembre à 12h30

CAMPUS CASABLANCA
Californie
0522 52 52 52
hem@hem.ac.ma

CAMPUS RABAT
Souissi
0537 65 26 26
hem.rabat@hem.ac.ma

CAMPUS MARRAKECH
Agdal
0524 38 17 17
hem.marrakech@hem.ac.ma

CAMPUS TANGER
Route de Malabata
0539 30 19 19
hem.tanger@hem.ac.ma

CAMPUS FÈS
Oued Fès Golf City
0535 64 73 73
hem.fes@hem.ac.ma

CAMPUS OUJDA
Al Qods
0536 50 32 32
hem.oujda@hem.ac.ma

www.hem.ac.ma

Lahcen Daoudi: «L'équivalence

■ La reconnaissance des établissements privés, «une révolution»

■ Le «public-public» supprimé de la réforme du supérieur

■ Une ENCG, 3 facultés de médecine et 3 instituts de Charia en lancement

Avec 229.782 nouveaux bacheliers (soit +24.043 sur un an), cette année encore, les universités seront sous pression. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Lahcen Daoudi, rassure: «Les problèmes de sous-capacité, c'est fini». Hormis les capacités d'accueil qui seront rajoutées dans les universités, de nouveaux établissements verront le jour. C'est le cas

de l'ENCG de Dakhla, des trois facultés de médecine et trois instituts de Charia qui sont en cours de lancement.

Pour lui, le principal challenge se trouve aujourd'hui du côté des enseignants-chercheurs, ainsi que de la reconnaissance des écoles et universités privées qu'il qualifie de «révolution».

Au ministère, il estime avoir rempli sa mission. «J'ai livré plus que j'ai promis... Je peux partir tranquille», déclare-t-il.

- **L'Economiste:** La reconnaissance des établissements privés était très attendue, mais les critères exigés sont jugés «excessifs». Qu'en pensez-vous?

- **Lahcen Daoudi:** C'est en effet la grande nouveauté de la rentrée, et c'est une révolution. Les diplômes des écoles et universités privées qui justifient d'un bon niveau seront reconnus équivalents à ceux du public. Toutefois, nous ne souhaitons pas brader le diplôme natio-

nal. Les critères imposés ont pour but de tirer le secteur privé vers le haut. Les établissements en dessous du niveau requis pour la reconnaissance devront consentir plus d'efforts, un point c'est tout. Nous visons les meilleurs, et la compétition est ouverte.

- **Où en est la réforme de la loi 01-00?**

- Le projet est prêt, il devrait bientôt être envoyé au Secrétariat général du gouvernement. Nous avons procédé à quelques retouches après l'avis du Conseil supérieur de l'éducation. Il a surtout été question de modifier ce qui a trait au «public-public» qui devra automatiquement passer par une loi. Des établissements comme l'Université internationale de Rabat et l'Université euroméditerranéenne de Fès, par exemple, sont créées par des fondations. Mais elles devront passer par une loi. Nous sommes en train de préparer les textes. De toutes les façons, les fondations, c'est aujourd'hui dépassé.

- **Vous avez décidé de supprimer les concours d'accès aux grandes écoles publiques. Pourquoi ne pas garder des moyens d'évaluation autres que la note?**

- La note est un moyen d'évaluation. Nous prendrons en considération les notes nationale et régionale, en tenant compte des performances dans les matières prioritaires pour chaque spécialité. C'est plus juste, parce qu'au lieu d'être jugés en trois quarts d'heure, les étudiants sont examinés par rapport aux trois composantes précitées. Les mauvais seront automatiquement écartés.

- **Comptez-vous, cette année encore, fournir plus d'efforts en matière de capacité d'accueil?**

- Bien entendu, nous avons élargi les infrastructures dans toutes les

facultés. Le cas de l'université d'Agadir est édifiant. Entre 2012 et 2015 sa capacité d'accueil a été multipliée par deux. Certes, quelques problèmes sur le nombre persistent, surtout à Tétouan, le temps que les constructions d'amphis lancées s'achèvent. Mais globalement, les difficultés liées à la sous-capacité sont derrière nous. C'est malheureux pour notre pays, une enveloppe de 300 à 400 millions de DH aurait pu permettre de construire tous les amphis nécessaires. Pourquoi ne l'a-t-on jamais fait auparavant?

Nous lançons, par ailleurs, plusieurs nouveaux établissements, dont l'ENCG de Dakhla, trois Instituts des sciences de la charia et de droit (Figuig, Taroudant, Tan Tan), et la faculté de médecine de Béni Mellal. Dans toute l'histoire du Maroc nous n'avons jamais compté plus de 5 facultés de médecine, aujourd'hui nous en avons 5 supplémentaires: deux dans le cadre de fondations (Khalifa Ibn Zaïd et Cheikh Zaïd Ibn Soltan...) et trois publiques (Agadir, Tanger et Béni Mellal).

Pour le moment, notre défi ce sont les enseignants-chercheurs. Cette année, nous recruterons 1.300 professeurs. C'est du jamais-vu. Avant 2012, nous n'avons jamais dépassé plus de 600 recrutements.

- **Qu'en est-il de la formation et de l'évaluation de ces nouvelles recrues?**

- Tous les enseignants qui seront recrutés cette année seront

Lahcen Daoudi, ministre de l'Enseignement supérieur: «Les établissements en dessous du niveau requis pour la reconnaissance devront consentir plus d'efforts, un point c'est tout. Nous visons les meilleurs, et la compétition est ouverte»
(Ph. Jarfi)



tbs
Toulouse Business School
CASABLANCA

AVEC UNE ECOLE TRIPLE ACCRÉDITÉE À L'INTERNATIONAL

SOYEZ VIP DANS LE MONDE ENTIER !

DMO (DIPLÔME EN MANAGEMENT DES ORGANISATIONS) BAC+ 3

Le Diplôme en Management des Organisations de TBS Casablanca (DMO) est un programme académique de formation en management sur 3 ans à vocation professionnelle et internationale. **Objectif** : former des managers de terrain, capables de s'insérer rapidement dans les fonctions du marketing, de la gestion, du commercial ou de l'export.

UN DIPLÔME RECONNU PAR L'ÉTAT MAROCAIN EN POCHE AU BOUT DE 3 ANS

Le programme DMO vous permet d'obtenir en 3 ans un diplôme d'école supérieure de commerce autorisée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur du Maroc. A l'issue de ces 3 ans, vous avez le choix : poursuivre vos études (au Maroc ou à l'étranger) ou intégrer le monde professionnel.

CONDITIONS D'ACCÈS

Sur dossier de candidature, concours et entretien
2 sessions de concours : 12 et 21 Septembre
Inscription sur www.tbs-education.ma
Niveau d'études requis : - Bac pour l'admission en 1^{ère} année,
• Bac +1 pour l'admission en 2^{ème} année.

AVEC LE DIPLÔME D'UNE ECOLE TRIPLEMENT ACCRÉDITÉE, À VOUS UNE CARRIÈRE INTERNATIONALE !

3 INTERNATIONAL ACCREDITATIONS

EFMD EQUIS ACCREDITED AACSB ACCREDITED ASSOCIATION OF AMBA ACCREDITED

Avec TBS Casablanca :

- Les 3 accréditations valident l'excellence et la dimension internationale de TBS.
- Moins de 1 % des Business Schools mondiales détiennent ces 3 labels.
- Votre diplôme est reconnu auprès des universités et des entreprises du monde entier.
- Vous avez la garantie d'un passeport pour une carrière internationale

Contact : admission@tbs-education.ma

Les infos, les programmes sur : www.tbs-education.ma

CHAMBRE FRANÇAISE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU MAROC

pour les meilleurs»

formés aux nouvelles techniques d'enseignement et à l'innovation pédagogique. Ils devront aussi maîtriser l'anglais. Durant ce mois de septembre, nous réunissons tous les directeurs des filières informatiques avec des experts internationaux, afin de leur faire découvrir les orientations mondiales en la matière. Nous ouvrirons d'ailleurs cinq masters dans le big data, une spécialité très lucrative. Aux Etats-Unis, par exemple, un ingénieur dans les big data touche près de 14.000 dollars par mois.

- S'agit-il de faire émerger un nouveau profil d'enseignants?

- Nous amorçons à peine le changement. Un effort continu sur une dizaine d'années est nécessaire, afin de développer des universités qui enseignent en anglais et qui s'inscrivent dans la mondialisation. Concernant l'évaluation des enseignants, cela pourrait relever des prérogatives de l'Agence nationale d'évaluation et d'assurance

Un argument de plus pour les universités privées

AUCUNE des universités privées, ou dans le cadre d'un partenariat public-privé, lancées ces dernières années n'a pu atteindre l'effectif de 2.000 étudiants requis, pour bénéficier du titre d'université. Lahcen Daoudi en est convaincu, avec la reconnaissance de l'Etat et l'équivalence des diplômes, elles pourront toutes «faire le plein». «Celles nées dans le cadre d'un partenariat public-privé, comme l'Université internationale de Rabat ou l'Université euroméditerranéenne de Fès, déjà reconnues, reçoivent des demandes de 40 à 50 fois leur capacité», assure le ministre. L'équivalence des diplômes pourrait même encourager ceux tentés par des études à l'étranger à rester au Maroc, rajoute-t-il. Néanmoins, cela serait-il suffisant, sachant que le coût dans le privé, pouvant dépasser 65.000 DH par an, reste rétrograde pour la majorité des familles? □



qualité, qui devrait bientôt être opérationnelle.

- Le Maroc ambitionne de se placer en plateforme pour l'enseignement en Afrique. Comment peut-il y arriver?

- L'Université euroméditerranéenne de Fès, à titre d'exemple, réserve 25% de sa capacité d'accueil aux pays africains. Dans les facultés de médecine, les étudiants issus d'Afrique subsaharienne se comptent par centaines. Pareil pour les écoles d'ingénieurs, les facultés des sciences,... Dans les cités universitaires, il est vrai qu'il existe des déficits dans les infrastructures, mais les boursiers y sont prioritaires.

Dans les écoles privées, ils pourront donc aussi décrocher des diplômes reconnus. Nous travaillons également beaucoup sur la Mauritanie, en vue d'encadrer des écoles d'ingénieurs, la faculté de médecine et d'autres établissements. □

Propos recueillis par Ahlam NAZIH



SUP' MANAGEMENT

Réseau Université Intercontinentale Libre

5 Pôles de Formation

- Ecole de Management
- Ecole d'Ingénierie
- Ecole de Tourisme
- Ecole de Diplomatie & Gouvernance
- Ecole des Energies Renouvelables

3 Pôles d'Excellence

- Centre de Formation Continue
• CERF CONSULT • WOCOINREL
- Ecole des Métiers
• Académie NTIC • Académie Offshoring
• Sup Language Center • Centre d'excellence
- Business Center

4 Pôles de l'Innovation et du Développement

- Observatoire Sud-Sud d'Intelligence Economique (OSSIE)
- Centre de Recherche
- Ecole Doctorale "E.I.U., U.C.N. & AZTECA"
- Université Citoyenne

1^{er} & Plus Grand Groupe de Business Schools au Maroc et en Afrique

28 à 13, Place du 11 Janvier, v.n. Fès - Maroc
Tél. : (+212) 535 65 34 31 - Fax : (+212) 535 65 27 32
E-mail : contact@supmanagement.ma

www.facebook.com/supmanagement.official

En Partenariat avec :



www.supmanagement.ma

Ce que sera l'école de demain

■ La vision du Conseil de Azziman pour la refonte du système éducatif

■ Des recadrages qui portent sur tous les aspects du processus d'enseignement

■ Nécessité d'une loi-cadre pour assurer la mise en œuvre de cette réforme

C'EST l'un des chantiers les plus compliqués. La réforme de l'enseignement est un effort de longue haleine. Cette année, les travaux du Conseil supérieur de l'éducation et de la formation se sont soldés par la mise en place

d'un rapport d'évaluation de la charte en vigueur depuis 2000, en plus d'une vision stratégique de l'école de demain. Une lourde tâche pour Omar Azziman, qui a eu à gérer les tensions au sein de son Conseil, autour de certains sujets sensibles. Aujourd'hui, il appelle à «une mobilisation générale pour placer l'école marocaine au cœur des préoccupations de toute la société». Cette vision a été validée par le Souverain, qui avait tiré la sonnette d'alarme en 2013, lorsqu'il avait établi un état des lieux des difficultés de ce secteur stratégique, dans le discours du 20 août. La nouvelle approche entend dépasser les défaillances de la charte d'éducation et de formation. Cette dernière avait réalisé des acquis, mais n'a pas réussi à relever le défi de la professionnalisation et de l'employabilité. Désormais, c'est au gouvernement de s'approprier les conclusions et orientations de cette nouvelle vision, qui doit être déclinée en loi-cadre. Car, le Conseil est «une institution consultative, dont le rôle est



Omar Azziman, président du Conseil supérieur de l'éducation et de la formation, a estimé que l'horizon 2030, accorde aux différentes parties prenantes une période suffisante pour avoir des résultats significatifs en matière d'amélioration durable de la qualité de l'enseignement, sur la base d'évaluations fiables (Ph. L'Economiste)

gnificatifs, faire des évaluations fiables et améliorer durablement la qualité de l'école». Cette réforme devra s'articuler autour d'un triptyque qui constitue le fondement de l'enseignement de demain. Il s'agit de l'équité et l'égalité des chances, la qualité pour tous et la promotion de l'individu et de la société. Concrètement, il s'agit de changer la logique de l'apprentissage. L'idée est de passer de la transmission linéaire du savoir et de la mémorisation, à une logique du développement du sens de la critique, de la construction de la personne, de l'acquisition des langues, des connaissances et des compétences... L'objectif est de renforcer la qualité de l'enseignement, sur la base d'un référentiel à élaborer, afin d'aboutir à une école attractive et utile. Dans les détails, la nouvelle vision propose d'introduire une série de recadrages, qui portent sur tous les aspects du système éducatif. Cela concerne notamment le développement des capacités des acteurs pédagogiques, la mise à niveau des programmes et des formations, l'assainissement de la gouvernance du système, ainsi que l'amélioration du niveau de la recherche scientifique et

sation et de l'employabilité. Désormais, c'est au gouvernement de s'approprier les conclusions et orientations de cette nouvelle vision, qui doit être déclinée en loi-cadre. Car, le Conseil est «une institution consultative, dont le rôle est

L'épineux dossier des langues

C'EST l'un des sujets qui a suscité le plus de débats. Faut-il introduire la darija dans l'enseignement? Quelle place pour l'amazigh? Est-il plus bénéfique pour les élèves de remplacer le français par l'anglais? Autant de questions qui avaient divisé les membres du Conseil supérieur de l'éducation et de la formation. Désormais, cette question a été tranchée en optant pour une nouvelle architecture linguistique. Plurilinguisme et alternance des langues devront être de mise. Globalement, l'arabe conserve son statut de langue principale. L'amazigh sera considéré comme une langue de communication, et le français, celle de l'ouverture. L'anglais n'est pas en reste, elle sera introduite en première année du collège. La nouvelle vision propose également l'enseignement de certaines matières et modules en français au lycée à court terme. L'anglais devra suivre à moyen terme. □

d'éclairer les décideurs et d'émettre des propositions, tout en laissant la mise en œuvre au gouvernement, seul habilité à élaborer les politiques publiques et les plans d'action», selon Azziman. Donc, le gouvernement est appelé à prendre ses responsabilités. Surtout que le Souverain a appelé dans le dernier discours du trône à inscrire cette réforme «dans le cadre d'un contrat national contraignant». En fait, l'implémentation de cette nouvelle vision devra être prise en charge par les prochains gouvernements successifs. Puisqu'elle prévoit un calendrier de mise en œuvre qui s'étale sur une quinzaine d'années. Pour le président du Conseil de l'éducation, l'horizon 2030 donne «une période suffisante pour obtenir des résultats si-

technique. Cette réforme insiste particulièrement sur la nécessité de la refonte des métiers de l'enseignement et de la formation. Il s'agit d'une condition incontournable pour l'amélioration de la qualité.

L'organisation des cycles scolaires devra également être revue afin de mettre en place des parcours éducatifs plus cohérents, à même de produire des diplômés qualifiés à intégrer le marché du travail. Cela démarre dès le premier cycle, qui devra réunir les étapes du préscolaire, du primaire et du collège. C'est ce qui permettra d'instaurer un enseignement obligatoire complet. □

M.A.M.

Bacheliers - Universitaires

Devenez + que Remarquable!



Le pont vers l'entreprise depuis 1981

Entrez dans la dynamique d'une Grande Ecole!

MANAGEMENT des études sur 3 et 5 ans

- Système d'Information Audit et Contrôle de Gestion
- Système d'Information et Génie Financier
- Système d'Information Marketing et Commerce
- Système d'Information et Management des Ressources Humaines
- Système d'Information et Management touristique

INGENIERIE des études sur 3 et 5 ans

- Automatique Industriel et Contrôle qualité
- Ingénierie des Systèmes Electroniques et Energies Renouvelables
- Ingénierie des Systèmes Embarqués Mobiles
- Ingénierie des Systèmes de Transmission et Télécoms
- Mobilité et Cloud Computing
- Systèmes Informatique d'Aide à la Décision
- Architecture et Sécurité des Systèmes et réseaux Informatiques
- Ingénierie Logicielle et Développement Web

Des masters d'universités étrangères en double diplomation
Inscription dans des écoles d'ingénieurs pour préparer des diplômes d'ingénieurs.

Rendez-nous visite!
Nous vous accompagnerons dans cette formidable aventure de formation.



Renseignez-vous pour savoir quelles options existent dans chaque centre.

FI

IGA - Rabat
27, rue Oqba - Agdal - Tél : 0537 771 468/69/70

IGA - El Jadida
Lot. Najd - I. 29 - Rte de l'ONCF - Tél : 0523 355 051/052

IGA - Marrakech
Rue Ibn Habousse - Hivernage - Tél : 0524 434 844/59/63

IGA - Settat
26, Bd. Hassan II - Tél : 0523 720 103/104

IGA - Fès
38, av. des FAR - Ville Nouvelle - Tél : 0535 621 369/59/67

IGA - Casablanca
Place de Casa-Voyageurs - Tél : 0522 240 605/642

www.iga.ma

La feuille de route royale

■ **Un contrat national contraignant pour mettre en œuvre la réforme**

■ **Objectif: Un système éducatif qui favorise l'insertion sociale**

LA mise en place d'une nouvelle vision stratégique pour la réforme de l'enseignement a été accélérée suite à une mise en garde royale. En 2013, le Souverain a tiré la sonnette d'alarme concernant les différentes défaillances de l'école marocaine. Deux ans après, le rapport du Conseil supérieur de l'éducation et de la formation a établi les principaux recadrages à introduire, pour assurer une amélioration durable du système éducatif. Après avoir validé le contenu de cette vision, le Souverain a insisté lors du dernier discours du Trône, sur la nécessité d'accélérer sa mise en œuvre. Sur ce chantier, il y a vraiment urgence. Car, comme l'a rappelé le Souverain, «l'avenir du Maroc est tributaire du niveau de l'enseignement que nous offrons à nos

enfants». Le discours royal a cristallisé le ressenti de plusieurs citoyens, qui se retrouvent dans l'obligation de recourir



Le Souverain a insisté sur la nécessité de mettre en place la nouvelle réforme. Car, «l'avenir du Maroc est tributaire du niveau de l'enseignement offert à nos enfants» (Ph. MAP)

aux établissements privés ou de missions étrangères pour garantir la qualité de l'enseignement dispensé à leurs enfants. Aujourd'hui, le Roi appelle à «une réforme de l'enseignement dans le cadre d'un contrat national contraignant, qui doit se

départir de tout égoïsme et de tous calculs politiques qui hypothèquent l'avenir des générations montantes». L'objectif est

de «mettre fin à l'interminable cercle vicieux de la réforme de la réforme». Car, ce qui intéresse les Marocains, est de disposer d'un «enseignement qui permette à leurs enfants d'accéder au marché du travail et de s'insérer dans la vie active»,

comme l'a indiqué le Souverain. Il a rappelé que «la réforme de l'enseignement doit viser, en premier lieu, à permettre à l'apprenant d'acquérir les connaissances et les habiletés et de maîtriser les langues nationales et étrangères. Cela concerne notamment dans les filières scientifiques et techniques, qui ouvrent les portes de l'insertion sociale». Pour la question des langues, le Roi a estimé que «l'ouverture sur les autres cultures ne portera aucunement atteinte à l'identité nationale. Bien au contraire, elle contribuera à l'enrichir». Il a également insisté sur la nécessité de s'affranchir du complexe du baccalauréat, considéré par certains comme une question de vie ou de mort. L'idée est de dépasser l'idée que sans bac, il n'y a plus d'avenir. C'est pour cela que le Souverain a appelé au renforcement des instituts de formation dans les différentes filières. Il s'agit notamment des nouvelles technologies, des industries automobile et aéronautique, les professions médicales, l'agriculture, le tourisme, le bâtiment... Une orientation qui devra être appuyée par le développement d'une formation professionnelle renouvelée et de haute qualité. □

M.A.M.

www.isg.ma

Institut Supérieur de Gestion
Une formation au sommet
depuis + de 30 ans



Parcours Bac +3

Tronc commun en 1^{ère} et 2^{ème} année
Options en 3^{ème} année :

FINANCE-COMPTABILITÉ

MARKETING

Possibilité de double diplôme avec la licence Comptabilité, Contrôle, Audit «CCA» délivrée par



donnant accès aux Masters d'Universités Françaises



Parcours Bac +5

Tronc commun en 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} année
Filières à partir de la 4^{ème} année :

CCA

MARKETING

LOGISTIQUE

Possibilité de double diplôme avec les Masters d'Universités Françaises

- Comptabilité, Contrôle, Audit « CCA » dispensant des 13 UE du DCG et de 5 UE sur les 7 du DSCG du cycle d'expertise-comptable (filière française)
- Marketing et Consommation
- Finance et Contrôle de Gestion



UdA Université d'Auvergne



Bachelier : admission en 1^{ère} année sur étude de dossier et entretien / Titulaire d'un BAC+1, BAC+2 ou BAC+3 en gestion : admission directe en 2^{ème}, 3^{ème} ou 4^{ème} année sur étude de dossier et entretien
Possibilité d'alternance avec votre activité salariale

23, rue El Houcine Ben Ali - proximité trésor (centre ville) - Casablanca
Tél. : 05 22 27 05 50 / 05 22 27 57 30

23, rue Hafid Ibrahim - Quartier Gauthier - Casablanca
Tél. : 05 22 26 63 12 / 06 61 45 32 45

Membre de la conférence des grandes écoles

L'équivalence élargit l'offre du privé

■ **Les inscriptions ouvertes jusqu'en octobre, voire au-delà**

■ **L'internationalisation est devenue stratégique**

VOUS avez raté les inscriptions dans le public? Pas de panique: le privé est généralement là pour vous accueillir... avec une bourse bien pleine. Le segment ne veut d'ailleurs plus se positionner en «plan B» du public. «C'est une offre à part entière», martèle, d'entrée, ce responsable d'un établissement à Casablanca. L'offre est tellement large que le candidat tombe facilement dans l'embarras du choix. Le délai y est aussi. Dans le privé, les inscriptions sont généralement encore ouvertes jusqu'à fin octobre, voire au-delà, car les écoles ont jusqu'au 15 décembre pour transmettre les listes au ministère de tutelle.

Pour s'y retrouver, trois facteurs es-

sentiels influent sur la prise de décision: le coût de la formation recherchée, le niveau de réputation de l'école ou de l'université privée ciblée ainsi que la qualité et le degré de facilité d'insertion professionnelle. «La double diplomation toujours recherchée par les candidats bacheliers ou titulaires d'un bac+3», explique cet expert de l'enseignement.

De plus, les perspectives de la reconnaissance des diplômes du privé ont considérablement élargi l'attractivité des établissements privés. Le ministère de l'Enseignement supérieur vient en effet d'ouvrir l'instruction des dossiers pour la mise en équivalence des diplômes du privé avec ceux du public. Mais il va falloir réussir l'épreuve du cahier des charges très coercitif. Dans la liste des exigences: être en activité depuis 3 ans au moins et accueillir un effectif de 400 étudiants et justifier d'infrastructures et d'équipements pédagogiques et scientifiques de qualité. Les établissements prétendant à la reconnaissance de leur diplôme doivent prouver que 60% de la charge horaire annuelle de



Un arrêté ministériel, publié en juillet dernier, soumet les établissements candidats à l'équivalence de leur parchemin à un cahier des charges très coercitif (Ph. L'Economiste)

leur programme sont assurés par des enseignants permanents, dont 50% devrait être d'un niveau de doctorat. Un placher d'enseignants par spécialité est par ailleurs requis: 1 prof pour 10 étudiants en sciences de la santé, 1 prof pour 20 en sciences et 1 pour 25 en gestion et commerce. A terme, la tutelle table sur une vingtaine de candidatures dès les premières vagues de demande, sur un potentiel de 221 établisse-

ments privés. Le 3e élément déterminant sur le marché de l'enseignement privé est le prix de la formation. Sur cette question, les offres n'ont guère évolué. Le secteur propose encore une fourchette moyenne située entre 35.000 DH et 70.000 DH, rien qu'en frais de scolarité, pour les enseignes les plus cotées, généralement dominé par les business schools. □

Safall FALL

■ HEM : Une nouvelle stratégie 2017

Avec 75% d'insertion dans les six premiers mois après l'obtention du diplôme, HEM brandit l'un des arguments les plus recherchés par les candidats. L'enseigne a significativement gagné en attractivité, ces dernières années, avec la Banque mondiale (IFC) dans son capital. Le groupe a démarré cette année la mise en œuvre d'une stratégie triennale (2015-2017), portant sur trois axes majeurs. Il s'agit du renforcement du modèle pédagogique « Grande Ecole », du développement des activités para-pédagogiques et citoyennes, ainsi que le lancement d'une nouvelle université professionnalisante pour la rentrée 2017.

■ ESCA : L'internationalisation est en marche

Partenariats innovants et ouvertures à l'international, c'est le nouveau credo 2015-2016 de l'une des enseignes les mieux cotées sur le segment des business school. L'école vient de boucler un road show organisé en Côte d'Ivoire et au Congo. Objectif: se positionner sur le marché subsaharien. L'établissement démarre aussi l'année avec un nouveau partenariat avec la Nova School of Business and Economics. L'accord porte sur la coopération en matière de formation et recherche. D'autres partenariats similaires ont également été conclus avec des entreprises de secteurs de pointe.

■ ESJC: Le «learning by doing»

Sur ce segment des établissements spécialisés, l'école du groupe Eco-Médias reste une référence sur les métiers de la communication et des médias. Parmi ses atouts, son modèle de formation fondé sur le concept du «learning by doing», matérialisé par une forte et permanente adaptation de l'offre aux exigences et évolutions des secteurs de la communication et des médias. S'y ajoute aussi une ouverture internationale via des «visiting professors», représentant les différents partenariats internationaux développés par l'école, ainsi que des modules assurés par des professionnels qui ont fait leurs preuves dans les métiers du journalisme et de la communication.

■ UIC: Partenariats stratégiques

L'université privée casablancaise a aussi renforcé son offre de formation. Elle démarre l'année académique avec la finalisation, en juillet dernier, d'un partenariat stratégique avec l'Ecole centrale d'électronique (ECE) de Paris (10e école postbac du classement Usine Nouvelle). L'ECE fait partie du réseau Laureate International Universities (Réseau mondial d'universités privées qui regroupe 75 institutions et 1.000.000 étudiants à travers 30 pays dans le monde) auquel appartient aussi l'UIR. Cet accord établi entre l'Ecole d'ingénierie de l'UIC et l'établissement français porte sur 2 axes: double diplomation et semestres d'échange. □

Centrale
CASABLANCA

Concours accessible aux classes préparatoires et aux étudiants en licence (L2 ou L3) de mathématiques, physique, mécanique, inscriptions jusqu'au 27 avril.
www.centrale-casablanca.ma

CONNECTEZ-VOUS AU MONDE

APRES PARIS, PEKIN, HYDERABAD (INDE), L'ECOLE CENTRALE OUVRE A CASABLANCA EN SEPTEMBRE 2015

Centrale Casablanca, est l'école d'ingénieur des élites marocaines et africaines de demain. Issue d'un partenariat étroit entre le Royaume du Maroc et CentraleSupélec Paris, elle offre une formation unique pour un diplôme national d'ingénieur qui sera reconnu en France, et ouvre la possibilité de parcours internationaux qui démarrent au Maroc et se poursuivent dans les Ecoles Centrale en France, en Inde, et en Chine. Centrale Casablanca propose également des formations continues de haut niveau pour les managers et dirigeants en activité et donne accès à l'un des plus prestigieux réseaux d'alumni au monde.

Quelle langue parles-tu? «Je suis oualophone»

■ La cacophonie linguistique coûte très cher à l'Etat

■ La réforme devrait permettre au Maroc de relever les défis de la mondialisation

C'EST un des gros sujets qui fâche et qui handicape sérieusement notre système d'enseignement pour lequel l'Etat mobilise des budgets colossaux. Les langues sont ainsi un véritable gâchis alimenté par un conflit politique entre les conservateurs et les partisans du pluralisme linguistique. Une situation que le pays ne peut plus tolérer face aux défis de la mondialisation. Une grande partie du discours royal à l'occasion de la fête du Trône en juillet dernier a été consacrée à ce sujet.

Pour le Souverain, «la réforme de l'enseignement doit viser au premier chef à permettre à l'apprenant d'acquérir les connaissances et les habiletés et de maîtriser les langues nationales et étrangères,

notamment dans les filières scientifiques et techniques qui ouvrent les portes de l'insertion sociale». Cette maîtrise des langues y compris l'arabe fait défaut dans

ne parviennent à comprendre ni leur enseignant ni à s'exprimer oralement ou par écrit en français. "Alors pourquoi en trois à six mois ces mêmes étudiants appren-

la politique linguistique dans notre pays. Résultat, la majorité des étudiants affiche un manque de maîtrise de la langue française, langue d'enseignement dans plusieurs facultés: médecine, sciences, droit, économie... ainsi que les grandes écoles d'ingénieurs et de commerce. Pour pallier cette situation, des facultés comme celle des sciences de Rabat organisent des cours de renforcement en langue française pour les nouveaux arrivants. Un tel gâchis n'est plus tolérable à un moment où le Maroc est engagé dans des chantiers de grande envergure dans les différents domaines: automobile, aéronautique, énergie renouvelable, TGV, ports... Des chantiers qui vont permettre au Maroc de renforcer son développement économique et par conséquent réussir à drainer plus d'investissements étrangers. Ce qui va contribuer à la création des opportunités de travail notamment pour nos jeunes diplômés. Sans oublier le chantier de la recherche scientifique et technologique, domaine dans lequel nos universités restent très en retard selon les différents classements mondiaux. □

Nouredine EL AISSI

Nouvelle architecture

CONSTRUIRE une école de qualité pour tous figure parmi les ambitions de la vision stratégique de la réforme de l'école 2015-2030 adoptée dernièrement par le Conseil supérieur de l'éducation. Pour ce faire, il recommande notamment une nouvelle architecture linguistique fondée sur le plurilinguisme et l'alternance des langues. Cela avec un objectif de «faire bénéficier équitablement les apprenants de trois langues dans l'enseignement préscolaire et primaire: l'arabe comme langue principale, l'amazigh comme langue de communication et le français comme langue d'ouverture. L'anglais sera introduit en première année du collège (et en quatrième année du primaire à l'horizon 2025) et une troisième langue étrangère en première année du lycée (l'espagnol notamment)». □

notre système d'enseignement. Sur ce volet, Saaïd Amzazi, président de l'université Mohammed V de Rabat, rappelle que nos programmes prévoient 1.840 heures de français de la première année du primaire à la terminale. Mais le résultat est plus que décevant, estime-t-il. Pour lui, les étudiants, une fois arrivés à l'université,

ne parviennent pas à comprendre ni à s'exprimer sans difficultés le russe ou l'anglais lorsqu'ils vont étudier à l'étranger», s'interroge le président de l'université de Rabat. Un constat partagé par Amina Maâlainine, députée PJD et membre du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique. Elle explique cette situation par une ambiguïté au niveau de

Jamais les Maths n'ont été aussi facile!

عرض الصغى والرؤى الرياضية مثلما تظهر في الكتب الحديثة

CLASSWIZ

fx-82EX

new

- 274 fonctions
- 24 niveaux parenthèses
- 9 mémoires variables
- Calculs logarithmiques
- Calcul du coefficient de régression
- Calcul automatique des fractions
- Calcule en Degré, Grad et Radian
- Conversion des sexagésimal en décimal et inverse
- Fonctions trigonométriques et trigonométriques inverse
- Fonctions hyperboliques et hyperboliques inverse
- Choix des fonctions par menu
- Utilisation des icônes dans le menu
- Affichage similaire à celui des manuels
- menu arabe/ Français.

CASIO
CALCULATRICES

TOP BUSINESS
الخدمات التجارية الرقمية

Les entreprises exigent

■ Les diplômés doivent disposer d'une double compétence

■ Les profils de middle management, les plus recherchés

IL ne faut pas se faire d'illusions, les filières «classiques» ont encore de beaux jours devant elles. Néanmoins, les secteurs comme les énergies renouvelables, la logistique, l'automobile, l'aéronautique ou encore l'industrie à la faveur du Plan d'accélération présenteront toujours les possibilités d'emplois les plus franches.

Ce sont d'ailleurs les filières qui recrutent le plus en ce moment et dans lesquelles les besoins de recrutement continueront de se développer au fur et à mesure que les stratégies sectorielles seront mises en œuvre. Par conséquent, les nouveaux bacheliers gagneront à suivre

des formations dans ces domaines.

Toutefois, les prémices d'un changement du marché du travail commencent déjà à se faire sentir. Ainsi, au-delà de la formation suivie et du diplôme, «le challenge pour les cabinets de recrutement est désormais de trouver des profils ayant des aptitudes transversales, au moins à double compétence», explique Souad Zandy, consultante chez Manpower. Les compétences techniques ne sont donc plus suffisantes. L'ingénieur, par exemple, est appelé à faire valoir des aptitudes commerciales pour développer un marché, un segment ou une région. Mais ne s'improvise pas commercial qui veut. «Un technico-commercial doit



posséder une bonne connaissance du secteur dans lequel il va œuvrer», précise Hamid El Otmani, directeur de LMS ORH. L'ingénieur doit également avoir des prédispositions pour manager une équipe. Les entreprises sont plus regardantes sur la polyvalence de leurs recrues et leur capacité à endosser plusieurs casquettes. Quels que soient la formation suivie et le savoir en termes de technicité, le diplômé doit faire preuve d'adaptabilité. En principe, ce sont les profils seniors qui sont censés avoir une «double compétence». Mais pour

Quel que soit le poste dans l'entreprise, les futurs diplômés sont appelés à développer des aptitudes d'encadrement (Ph. L'Economiste)

GROUPE ESG MAROC
ÊTRE, SAVOIR, GAGNER

Quel est le point commun entre
Ministre,
Présidents de Multinationales
Chefs d'Entreprises,
Cadres Supérieurs
Professeurs / Formateurs?

Ce sont tous des diplômés de
L'Ecole Supérieure de Gestion
Casablanca - ESG Maroc

Rejoignez vous aussi
L'Ecole Universitaire des Managers

Bac+3 / Bac+5 accrédités
Finance - Commerce - Commerce International - Communication - Miage

Double Diplôme INSEEC iae caen

32, Rue El Bakri (Ligne Tramway 1, Station la Résistance) Casablanca
Tél : 0522 444 001/02 - E-mail : info@esgmaroc.com - www.esgmaroc.com

Sup de Co
ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

Management Fondamental BAC+3
Management Spécialisé BAC+5

Mastère Spécialisé en Marketing des Services (BAC+6) Diplôme de l'ESC Grenoble labellisé par la Conférence des Grandes Écoles Françaises

Master of Science de l'ESC Grenoble à Marrakech
• Msc Audit - Conseil - Finance (BAC+5)
• Msc Management des Activités de Service (BAC+5)

POURSUITE DES ÉTUDES À L'ÉTRANGER

Double Diplomation, Admission Directe en dernière année de :
• L'ESC Grenoble
Diplôme Labellisé par La Conférence des Grandes Écoles Françaises

Triple diplomation
• Diplôme de l'ISCID de Dunkerque
• Mastère de l'Université du Littoral

MBA
• LSBF «London School of Business and Finance»
Admission directe en MBA et Masters à Londres

TOUTES NOS FILIALES SONT ACCRÉDITÉES

1^{er} Campus au Maroc : Studios équipés, Restaurant, Connexion wifi
www.supdeco.ma
TEL: +212 (0)5 24 43 33 93 / +212 (0) 5 24 43 60 00
FAX : +212 (0) 5 24 43 60 67
BD PRINCE MOULAY ABDELLAH B.P. 595, GUELIZ 40000 MARRAKECH
www.facebook.com/SupdeCoMarrakech

plus de polyvalence

se faire embaucher, les jeunes diplômés doivent également montrer qu'ils ont un potentiel pour développer des aptitudes transversales.

Bien qu'étant appelés à occuper des postes de middle management, les diplômés de type bac+2 ou 4 devront posséder

des aptitudes à encadrer une petite équipe, à répercuter leur formation sur leurs collaborateurs, à changer de poste sans trop de mal, rédiger des rapports... Ce qui nécessite des compétences élevées.

Dans certains secteurs, tels que l'industrie aéronautique ou l'automobile, le

système éducatif national ne produit pas les profils requis en nombre suffisant. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a créé des instituts spécialisés dans la formation continue et qui sont censés combler ce vide. Mais il devra mettre les bouchées doubles pour prépa-

rer les ressources humaines nécessaires à la mise en service de l'usine PSA en 2018 et l'implantation d'une galaxie d'équipementiers autour d'elle.

Les mutations que connaît le marché de l'emploi en termes d'exigences sont induites par les investissements directs étrangers et l'implantation d'entreprises étrangères au Maroc. Ces dernières introduisent de nouvelles façons de travailler.

Du coup, certains métiers tels qu'ils sont actuellement exercés sont appelés à disparaître et seront remplacés par d'autres. «Il faut s'attendre à beaucoup de changement. Ainsi, dans les métiers liés à la production, les diplômés devront faire preuve d'une grande capacité d'adaptabilité parce que ces métiers exigeront une automatisation de plus en plus prononcée. Il est donc important que les diplômés soient capables de s'adapter», explique Khadija Boughaba, directrice du cabinet Invest RH. □

La dictature du choix

LE choix d'une filière est une question qui taraude toujours l'esprit des jeunes bacheliers. Devant le foisonnement des offres, difficile de jeter son dévolu sur une formation. Si l'on excepte certaines branches aujourd'hui saturées, comme la littérature, l'archéologie, l'histoire, la géographie... «il faut dès le départ s'identifier une passion pour une carrière de médecin, architecte, pharmacien...», déclare Hamid El Otmani, directeur de LMS ORH. En dehors de ces filières, «il y a la voie de l'ingénierie et celle du commerce et finance. Les éléments qui sont très bons et qui souhaitent s'investir doivent opter pour les classes prépas», conseille El Otmani. Ceux qui n'ont pas cette capacité de travail peuvent choisir l'intégration directe dans une école ou une université qui offrent de bonnes formations.

De nombreux étudiants s'interrogent sur le cursus à suivre

et sa durée. Certains optent pour de longues études. D'autres préfèrent suivre des formations courtes pour pouvoir intégrer rapidement le marché du travail. Ce choix peut être confronté par le fait qu'actuellement, «ce sont les profils de middle management de type bac+2 ou +4 qui font le plus défaut et qui sont les plus difficiles à dénicher», précise Chakib Khalifa, chef du cabinet conseil Lean Wings et ex-DG de Midparc, la zone franche dans la région de Nouaceur dédiée à l'industrie aéronautique. Dans ce secteur, les diplômés répondant aux exigences des entreprises ne sont pas légion. Du coup, ces dernières usent de tous les moyens pour débaucher chez les concurrents des cadres rapidement opérationnels, moyennant une formation d'appoint. Ce qui contribue à l'inflation des salaires. □

Hassan EL ARIF



ADALIA
SCHOOL OF BUSINESS

OSEZ l'INNOVATION

l'école de MANAGEMENT d'un MONDE qui change

Autorisée et Accréditée

Bac+3 de grade Licence

- Bachelor in Business Administration

Bac+5 de grade Master

- Management, Entrepreneuriat et Innovation
- Management de l'Innovation et Marketing Digital
- Corporate Finance et Marchés Financiers
- Comptabilité, Contrôle et Audit



AU COEUR DE CASABLANCA
1 Place Bel Air - Quartier Gauthier

Concours d'Admission
Mardi 8 Septembre
Samedi 19 Septembre

HOTLINE WHATSAPP **0661 776 640**

INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT
0522 640 640

www.adalia.ma
informations | admissions | inscriptions

Les «grandes écoles» disent adieu aux concours

■ Ils seront remplacés par un système électronique de sélection basé sur la note du bac

■ La mesure rentre en vigueur en 2016-2017

■ Les détails de la nouvelle procédure

FINI les nuits blanches à préparer l'examen d'entrée aux grandes écoles et établissements publics soumis à concours après le baccalauréat. Fini aussi les courses folles entre villes pour tenter sa chance un peu partout.

Cela fera sans doute partie des mesures phares du ministère de l'Enseignement supérieur des dernières années, la suppression pure et simple des concours. L'annulation sera effective à la rentrée

2016-2017. Pour la tutelle, cela sonne comme une évidence, il fallait mettre fin à ce mode d'évaluation qui nécessite une énorme logistique et coûte très cher, à la fois pour les établissements et les parents. Pour le ministère, cela va aussi «à l'encontre de l'équité et de l'égalité des chances», (voir interview).

Les concours seront supprimés pour toutes les écoles et facultés soumises à un test d'entrée, accessibles après le baccalauréat (voir tableau). Les écoles d'ingénieurs accessibles après deux an-

Grosses déperditions

Etablissement à accès régulé	Places offertes pour les nouvelles inscriptions	Candidats convoqués pour passer le concours	Candidats ayant passé le concours
ENSA (au nombre de 11)	1.940	15.657	9.753
ENSAM (2)	480	8.830	3.875
ENCG (9)	2.030	18.536	12.598
Facultés de médecine (5)	1.875	49.067	14.410
Faculté de pharmacie de Rabat (post-bac)	110	27.200	1010
Facultés de médecine dentaire (2)	300	33.903	4.517
FST (8)	6.740	(Sélection sur dossier)	-
EST (13)	5.710	(Sélection sur dossier)	-
Total	19.185	153.193	46.163

Source: MES

- ENSA: Ecole Nationale des Sciences Appliquées
- ENSAM: Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers
- ENCG: Ecole Nationale de Commerce et de Gestion

- FST: Faculté des Sciences et Techniques
- EST: Ecole Supérieure de Technologie

Cette année, à peine 30% des candidats appelés à passer les concours aux grandes écoles et facultés à accès régulé se sont présentés à leur test d'admission. Généralement, d'autres déperditions sont enregistrées dans les écoles après l'annonce des résultats, puisque les candidats s'inscrivent à plusieurs examens d'entrée à la fois. Le nouveau système prévu par la tutelle pourrait remédier à cela. En 2014-2015, près de 18.331 étudiants se sont inscrits aux grandes écoles, soit +29,7% par rapport à 2010-2011

nées en classes préparatoires, elles, continueront à sélectionner leurs étudiants via le Concours national commun (CNC). Le Concours national d'accès aux écoles de management (CNAEM), organisé par les ENCG (Ecoles nationales de commerce et de gestion) et l'ESI (Ecole des sciences de l'information) pour les candidats issus des classes prépa des filières économiques et commerciales, sera également maintenu.

Le système de sélection sera digitalisé pour l'ensemble des établissements concernés, grâce à l'introduction d'une plateforme électronique qui devrait coûter près de 500.000 DH. «Même pas l'équivalent du coût d'un seul concours!», s'exclame-t-on du côté du ministère.

Les candidats seront évalués sur la base de leurs notes de baccalauréat national et régional (1ère année du bac). La tutelle a préféré ne pas prendre en considération la note du contrôle continu. «Certains élèves ont des notes très élevées au contrôle continu, mais à l'examen final, ils n'arrivent même pas à décrocher la moyenne. Ce n'est pas normal», estime une source au ministère de l'Enseignement supérieur.

La note finale attribuée sera calculée en fonction des spécificités des différentes disciplines (médecine, ingénierie, commerce,...). «Chaque réseau d'écoles a soumis une formule de calcul des moyennes en fonction de ses exigences et des profils des étudiants qu'il souhaite recevoir, avec des coefficients de pondération selon l'importance des matières», explique le Secrétaire général de l'Enseignement supérieur, Mohamed Aboussalah. Les candidats seront ensuite classés par ordre de mérite.

Pour résumer, le bac en poche, l'élève n'aura qu'à remplir son dossier en précisant ses choix d'établissements. Il sera ensuite affecté en fonction de sa moyenne. Une deuxième, puis une troisième phase de sélection, destinées à combler les places qui n'ont pas été pourvues, seront ensuite organisées.

L'ENCG et l'ENSA (Ecole nationale des sciences appliquées) ont déjà tenté l'expérience de la digitalisation il y a de cela trois ans. A l'ENCG par exemple, à travers l'introduction d'une application dédiée, les candidats peuvent procéder à la préinscription en ligne. Le dossier de candidature, lui, peut être déposé dans l'établissement le plus proche de l'étudiant qui peut y préciser son centre d'examen. Les dossiers sont ensuite dispatchés sur tout le réseau ENCG. Cela permet à la fois de dresser une liste nationale et d'unifier le seuil d'admission (note exigée) pour toutes les écoles du réseau. L'affectation se fait ensuite selon le mérite, les choix formulés par l'étudiant et le nombre de places disponibles par école.

Deux autres phases de sélection sont ensuite lancées pour éviter les déperditions dues aux candidats qui, admis dans d'autres concours, abandonnent leur place. Les résultats sont encourageants, puisque 90% des postulants arrivent à décrocher leur premier choix d'affectation.

Cette année, la tutelle prévoit d'aller encore plus loin, en développant un système d'information «global et intégré» gérant toutes les plateformes déjà lancées.

A.Na



BUSINESS SCHOOL

Inscriptions
Ouvertes

Find
Your Place!



- Programmes de Bachelor (BAC+3) & Master (BAC+5) accrédités
- Masters Américains en double diplôme ouverts aux BAC+3

www.iihem.ac.ma

Av. Mohammed VI, Km 4,2 - (Route des Zaërs) Souissi - Rabat - Maroc
Tél. : 05 37 65 68 68 E-mail : info@iihem.ac.ma

«Une question d'équité»

■ Les candidats issus de milieux modestes exclus des concours

■ Moins de coûts pour les familles et les établissements

- L'Economiste: Qu'est-ce qui a motivé la décision du ministère de supprimer les concours aux grandes écoles?

- **Mohamed Aboussalah:** Il existe en fait plusieurs motifs. D'abord, le coût élevé et la lourdeur de la logistique pour l'organisation des concours. Les établissements mobilisent chaque année des moyens conséquents pour l'organisation des épreuves et les corrections. Les familles, pour leur part, doivent se déplacer entre plusieurs villes où les concours se tiennent, avec tout ce que cela suppose comme frais. Au final, seules les plus aisées peuvent se permettre ces déplacements. Les candidats issus de milieux défavorisés, notamment en milieu rural, malgré leurs résultats brillants, en sont exclus de fait. Il fallait défendre ces jeunes,



Mohamed Aboussalah, secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur: «Notre objectif est de renforcer l'équité et l'égalité des chances pour l'accès à un enseignement supérieur de qualité» (Ph. Bziouat)

car il s'agit d'une question d'équité.

Il y a également le développement du commerce de préparation des concours par des écoles et centres spécialisés, qui imposent jusqu'à 3.000 DH par test. Là encore, ce sont les plus aisés qui en profitent. Sans compter les énormes déperditions constatées. Les meilleurs élèves pos-

tulent pratiquement pour tous les concours. Ils ne font leur choix qu'après les résultats et abandonnent les places qui leur avaient été réservées dans les différents établissements. Tout ceci nous a amenés à lancer la réflexion sur une procédure de sélection plus équitable et plus accessible.

- C'est donc une question d'équité et de rationalisation des coûts...

- Tout à fait. L'initiative a été lancée en coordination avec le département de l'Education nationale. Notre objectif est de renforcer l'équité et l'égalité des chances pour l'accès à un enseignement supérieur de qualité, redonner au baccalauréat national ses lettres de noblesse, rationaliser les dépenses des établissements et minimiser les coûts pour les familles des candidats. Il s'agit aussi de mettre à disposition des élèves un service de proximité, moderne et transparent. Nous ne sommes pas les premiers à opter pour ce modèle, les concours n'existent pas dans tous les pays arabes. C'est le cas aussi en France.

- Qu'en sera-t-il des concours des écoles d'ingénieurs et de commerce et de gestion?

- Notre projet concerne les établissements post bac et non les écoles d'ingénieurs et de commerce qui recrutent en bac+2. Ces dernières garderont leur concours. Cette année, nous avons réussi un grand exploit au niveau du Concours national commun des écoles d'ingénieurs. Nous avons introduit une plateforme d'inscription en ligne qui a permis d'affecter les candidats en fonction de leurs vœux et de leur classement dans le Concours. Cela nous a aussi permis d'éviter les déperditions.

En moyenne, nous perdons jusqu'à 20% des places à cause des étudiants qui se désistent. C'est l'équivalent de toute une grande école!

- Le concours sera-t-il aussi supprimé pour les admissions parallèles en bac+2?

- Non, tous les établissements continueront à recruter en admission parallèle à partir du bac+2 ou de la licence, chose que nous encourageons. Mais là les concours sont légers et ne coûtent pas grand-chose. L'enjeu y est minime. □

Propos recueillis par Ahlam NAZIH

Ecole HEEC Marrakech

مدرسة الدراسات العليا الاقتصادية والتجارية والهندسية

Ecole des Hautes Etudes Economiques, Commerciales et d'Ingenierie

Membre de la Conférence des Grandes Ecoles

Le désir d'entreprendre

La double diplôme : Un gage de qualité

Diplômes accrédités par l'Etat marocain

- Administration des Affaires (Bac+3) (Parcours Grande Ecole)
- Contrôle de Gestion et Nouveaux Systèmes Technologiques (Bac+5)
- Finance d'entreprise (Bac+5)
- Marketing et Stratégie Commerciale (Bac+5)

Diplômes d'Etat français

- Master Contrôle de Gestion et Systèmes d'Information Décisionnels (Université de Montpellier)
- Master Marketing Stratégique des Produits et Marques
- Master Droit des Affaires, Juriste d'Affaires (Université de Bourgogne, Faculté de Droit de Dijon)

Diplôme Belge

- Executive Master en communication d'entreprise (Bac+6)

- Filières accréditées par l'Etat
- Masters en double diplôme
- Semestres d'étude à l'international
- Stages en milieu professionnel
- Formation initiale / Formation continue
- Cycle doctoral
- Campus résidentiel aux normes internationales

Financement des Etudes par Crédit Bancaire

Différé d'amortissement de 6 ans

Etudiez maintenant et ne remboursez qu'après 6 ans

La formation continue à l'Ecole HEEC

Formation diplômante, à la carte Et en cours du soir

Destinée aux cadres dirigeants, aux managers, aux salariés des entreprises

Masters et Cycles Supérieurs

- Contrôle de Gestion et Nouveaux Systèmes Technologiques
- Marketing et Stratégie Commerciale
- Management et Systèmes d'Information (MSI)
- Finance d'entreprise
- Gestion des Ressources Humaines et Relations Sociales
- Management des Organisations
- Management et Economie Européenne

La voie vers les métiers du Management

Avenue Allal El Fassi, Rue Abou Oubaïda, en face de la salle couverte Benchakroun

E-Mail : contact@ehec.ac.ma - Tél. : +212 (0) 524 31 44 10 - Fax : +212 (0) 524 31 44 20

Facebook.com/ECOLE HEEC Marrakech - Site: www.ecolehec.ac.ma

Reconnaissance du privé: un sésame trop cher

■ L'ESG, l'Esca et Mundiapolis annoncent leur intention de postuler

■ Mais moins d'une vingtaine sur 200 établissements pourront le faire

■ Le taux de profs permanents exigé jugé «trop élevé» et «anti-qualité»

Il a fallu 15 ans pour que les écoles et universités privées puissent enfin prétendre à des diplômes équivalents à ceux du public (voir L'Economiste du 27 août 2015). Le ministère de l'Enseignement supérieur vient tout juste d'ouvrir les candidatures pour décrocher la reconnaissance des établissements privés, leur ouvrant automatiquement le droit à l'équivalence.

Toutefois, le sésame de la tutelle n'est pas offert à tout le monde. Le cahier des charges publié contient des critères très stricts, auxquels peu d'écoles et d'universités privées peuvent répondre. Il impose, entre autres, que l'établissement existe depuis au moins 3 ans, qu'il dispose d'un effectif de 400 étudiants, qu'il assure 60%

de la charge horaire par des permanents dont 50% de docteurs, qu'il dispose d'une stratégie et d'un budget dédiés à la recherche, ... autant d'exigences difficiles à

D'autres ne l'entendent pas de cette oreille. Même si elles se réjouissent de l'équivalence, un argument «commercial» de taille auprès des étudiants, y compris étrangers, beaucoup restent critiques quant aux conditions imposées.

«Avant d'exiger de la qualité, il faudrait d'abord s'en donner les moyens. Il aurait fallu au préalable accompagner les établissements privés sur les 15 dernières années», estime pour sa part Jacques Knafo, président de la Fédération de l'enseignement supérieur privé. «Pourquoi, par exemple, autorise-t-on des écoles à ouvrir sans un vrai cahier des charges et leur donner de faux espoirs, alors qu'elles ne pourront jamais être accréditées? Où est le corps professoral nécessaire?» fustige-t-il.

Le critère relatif aux enseignants permanents fait partie de ceux qui préoccupent le plus les écoles. «Le taux de 60% de permanents est trop élevé et ne nous permet pas d'allouer les compétences qu'il faut, là où il faut. Nous nous retrouverons avec des permanents ayant du temps libre qu'il faudra exploiter pour des séminaires qui ne relèvent pas de leur spécialité», regrette Hassan Sayarh, DG de HEM. «Ce sera aussi forcément des universitaires avec peu de contact avec le monde de l'entreprise. Cela ne pose pas de problème pour les matières fondamentales, mais pour les écoles orientées business ou ingénierie, c'est illusoire, cela va à l'encontre de la qualité que nous recherchons», poursuit-il. Le DG de HEM va encore plus loin. Pour lui, le taux élevé des permanents dans les universités publiques fait partie des facteurs de leur «régression».

Privé	2007-2008	2011-2012	2014-2015
Etablissements	147	215	200
Etudiants	25.068	36.434	37.153
% par rapport aux effectifs des universités publiques	8,5	8,1	5,4

Source: MES

L'enseignement supérieur privé n'attire toujours que peu d'étudiants. Par rapport aux effectifs des universités publiques, sa part est passée de 8,5% en 2007-2008 à seulement 5,4% en 2014-2015

sités privées peuvent répondre. Il impose, entre autres, que l'établissement existe depuis au moins 3 ans, qu'il dispose d'un effectif de 400 étudiants, qu'il assure 60%

satisfaire. Selon les professionnels, moins d'une vingtaine d'établissements (sur un total de 212) pourraient éventuellement y arriver. Le ministère se montre intransigeant. «Les critères imposés, c'est le minimum que l'on puisse demander. Il n'est pas question de niveler le secteur par le bas. Nous en avons discuté avec les opérateurs du secteur et nos portes leur ont toujours été ouvertes», souligne le SG du ministère, Mohamed Aboussalah. «Notre priorité est de former nos étudiants selon des standards internationaux et de les qualifier pour le marché du travail», poursuit-il. Les écoles privées, pour leur part, sont partagées sur la question. «Il est difficile d'imaginer qu'un régulateur puisse procéder autrement. Pour les professeurs

+ de 10000 diplômés
+ de 200 professeurs
+ de 70 entreprises partenaires
+ de 30 années d'existence
+ de 20 formations délocalisées
+ de 20 nationalités

Devenez + que Remarquable!

Entrez dans la dynamique d'une Grande École Prestigieuse

BAC +5
BAC +3

+ de 10000 DIPLOMÉS DEPUIS 1981

MANAGEMENT INGENIERIE MIAGE

INSCRIPTIONS OUVERTES POUR L'ANNÉE 2015/2016

ÉCOLE D'INGÉNIERIE

Plusieurs spécialités en Ingénierie :

- Logiciels et Traitement d'Images,
- Réseaux Informatiques et Sécurité,
- Systèmes Automatisés et Contrôle Qualité,
- Télécoms et Réseaux et Systèmes Embarqués,
- Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion des Entreprises (MIAGE)

ÉCOLE DE MANAGEMENT

Plusieurs spécialités en Management d'Entreprise :

- Génie Financier,
- Marketing et Commerce,
- Audit et Contrôle de Gestion

Une double diplomation avec des Masters d'Universités Françaises

TOUTES LES FILIÈRES IGA ACCRÉDITÉES PAR L'ÉTAT

IGA - Casa-Belvédère
Place de la Gare Voyageurs
Tél : 0522 24 06 05 / 42

IGA - Casa-2 Mars
41, avenue du 2 Mars
Tél : 0522 26 33 23 / 37 / 45

IGA - Casa-Maârif
279, bd. Bir Anzarane
Tél : 0522 23 72 91 / 94 / 98

CASABLANCA Le pont vers l'entreprise

www.iga-casablanca.ma

Des spécialités exclues de fait?

LES opérateurs du privé craignent que des écoles soient exclues de fait de la reconnaissance. «Qu'en sera-t-il, par exemple, de celles du paramédical? Leur spécialité ne se prête pas à la R&D, et il leur est pratiquement impossible d'avoir des docteurs ou même d'atteindre un effectif de 400 étudiants», s'interroge Jacques Knafo. «Les écoles d'ingénieurs dans des domaines comme le BTP ou l'électricité aussi auront du mal à trouver des docteurs», ajoute-t-il. Le ministère pour sa part rassure, soulignant que le principal critère de sélection reste la qualité de la formation offerte. Les professionnels se posent aussi des questions sur le traitement réservé aux écoles multi-sites. «En principe, elles disposent d'autorisations séparées, par conséquent, chaque établissement devra déposer son propre dossier», tranche le SG du ministère. □

permanents, par exemple, la majorité des établissements dans le monde qui assurent un minimum de qualité dispose de leurs propres effectifs», estime le président de l'université Mundiapolis, Amine Bensaïd. «La reconnaissance, bien que sa procédure reste perfectible, est un grand pas en avant. Aujourd'hui, l'enjeu pour l'étudiant est l'employabilité. Et ce n'est pas forcément une question d'équivalence, mais de crédibilité d'un programme ou d'une institution», insiste-t-il.

Cela dit, les premières demandes pour la reconnaissance ne tarderont pas à atterrir au ministère de l'Enseignement supérieur. Plusieurs écoles annoncent déjà leur intention de postuler pour décrocher le fameux titre, à l'instar de l'ESG, l'Esca et Mundiapolis. «Il faut laisser le système se mettre en place... Nous sommes prêts à faire partie des premières institutions qui iront vers la reconnaissance», confie le président de l'Esca, Thami Ghorfi. □

Ahlam NAZIH

Etudes de médecine

Bienvenue aux fondations... seulement!

■ Les demandes de facultés privées systématiquement rejetées

■ Les opérateurs s'interrogent sur la transparence des critères d'accréditation

«Il n'y a pas de concurrence entre les facultés de médecine relevant des fondations et les autres. Nous avons un grand déficit en médecins qu'il faudra combler», tranche Lahcen Daoudi, ministre de l'Enseignement supérieur. L'arrivée depuis deux ans des facultés de médecine relevant de l'Université Mohammed VI des sciences de la santé de Casablanca et celle de l'Université internationale Abulcasis des sciences de la santé à Rabat est la première incursion du «privé» dans la formation médicale.

L'ouverture programmée l'année prochaine de deux nouvelles facultés de

médecine pourra alléger la pression aux guichets des facs publics même si elles n'arriveront pas à absorber toute la demande.

L'accès aux études de médecine est conditionné par des critères de sélection

Structures de stage

COMME c'est le cas avec l'Université Mohammed VI des sciences de la santé, Heikel soutient que des conventions soient signées avec les universités publiques pour une mutualisation des structures. «Nous avons également des cliniques qui pourraient accueillir les étudiants pour les stages comme cela se fait ailleurs», poursuit Heikel. Or, actuellement, les stages doivent s'effectuer aux Centres hospitaliers universitaires (CHU). «Nous avons bataillé pour élargir les terrains de stage et accroître les capacités d'accueil des facultés surtout que nous avons un besoin important en médecins», souligne un président d'université. □

assez serrés. Il ne suffit pas d'avoir une mention au baccalauréat, il faut aussi réussir le concours d'accès. Ces critères s'appliquent aux facultés relevant des fondations dont les études sont également sanctionnées par un diplôme d'Etat. La question de l'équivalence ne se pose

pas car même si elles sont payantes et s'adressent à une population solvable, ces établissements du privé ont un statut hybride: un peu plus public et un peu moins privé!

Ils accordent aussi des bourses

d'études conformément au cahier des charges qui prévoit un quota de 20%. Un seuil qui peut aller jusqu'à 30% comme ce fut le cas l'année dernière à l'Université Mohammed VI des sciences de la santé de Casablanca.

«Ces deux facultés relèvent de fon-

dations. La création d'une faculté de médecine n'est pas simple et nécessite des investissements importants. Surtout que les étudiants ont besoin d'une structure pour les stages», soutient Idriss Mansouri, président de l'Université Hassan II.

Les filières de médecine, médecine dentaire et pharmacie ne sont pas enseignées dans le secteur privé. Toutes les demandes se heurtent au refus systématiquement de l'administration. «Des demandes ont été déposées auprès du ministère de l'Enseignement supérieur mais aucune suite n'a été donnée», souligne le Pr. Jaâfar Heikel, expert en management sanitaire. Comme beaucoup d'opérateurs du secteur, il s'interroge sur ce refus alors que les demandes émanent d'institutions prêtes à répondre au cahier des charges et à effectuer les investissements nécessaires. Pour en finir avec toute suspicion, Heikel propose que «les examens soient communs au public et au privé pour s'assurer de la qualité de l'enseignement». □

K. M.

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI

Forum
International des
Bac+2 et **Bac+3**

Forum
International des
Masters
et de la Formation Continue

17 - 20
Septembre

à la Foire Internationale
de Casablanca



Foraction
La Formation au Service
de Votre Performance

Sponsor Gold: **BMCE BANK**

Partenaire Media Officiel: **2M RADIO**

Transporteur Officiel: **ONCF**, **casa Tramway**

ROYAUME DU MAROC MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ROYAUME DU MAROC MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES

Partenaire Media: **HIT RADIO**, **Aujourd'hui**, **REKRUTE.com**, **CAP RADIO**, **JUMIA.ma**, **Enseigna**

Partenaire Presse: **L'opinion**, **JobMédiaire**, **STAGIAIRES!**

Partenaire Emploi: **STAGIAIRES!**

O.F.E.C

ROYAUME DU MAROC GROUPE L'ETUDIANT Marocain

Tél. : 05 22 861 234 (L.G)
www.etudiant.ma

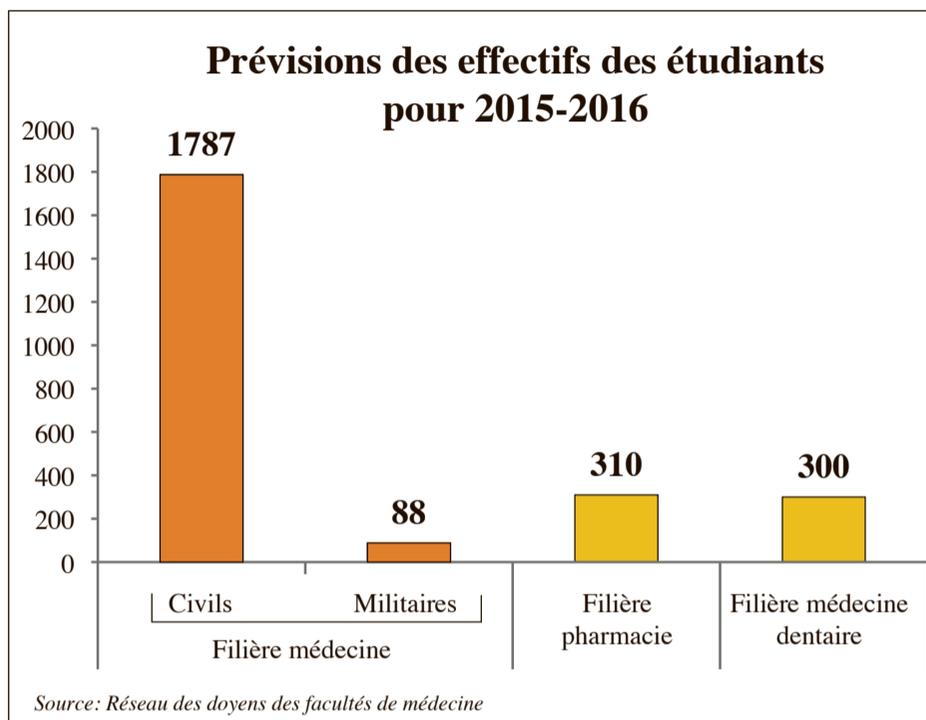
La réforme LMD en médecine

■ Pas de changement pour les conditions d'accès et la durée des études

■ Cours comprenant au minimum 89 modules d'un volume horaire de 4.500 heures

■ Des passerelles donnant la possibilité vers des métiers professionnels et la recherche

ENFIN, les études de médecine intègrent le système LMD (licence, master, doctorat) à partir de cette rentrée universitaire. Une réforme pédagogique qui a été déjà mise en place depuis 2003 en intégrant progressivement l'ensemble des diplômes universitaires à l'exception des diplômes spécifiques aux facultés de médecine et de pharmacie et aux facultés de médecine dentaire. Un travail de réflexion a été lancé depuis 2005 par des commissions impliquant les instances et les acteurs concernés. Ce travail a permis



de sortir avec une note de synthèse de la nouvelle réforme des études médicales, pharmaceutiques et médecine dentaire (REMPO), validée par les doyens, les universités et les ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur, indique le Pr Mohamed Adnaoui, doyen de la faculté de médecine et de pharmacie de

Rabat et également coordinateur du réseau des doyens.

Cette réforme sera appliquée pour les nouveaux étudiants, pour les 3 filières: médecine, pharmacie et médecine dentaire. Il s'agit d'une réforme globale qui «inclut en plus des aspects pédagogiques et organisationnels, les déficits des ef-

fectifs en professionnels de la santé et la prise en considération du profil du médecin, pharmacien et médecin dentiste, dont aura besoin le pays au cours des deux prochaines décades», rappelle Adnaoui.

Pour la filière médecine, pas de changement au niveau des conditions d'accès et la durée de la formation pour l'obtention du diplôme de docteur en médecine. En revanche, des nouveautés concernent le contenu des programmes et le déroulement du cursus ainsi que le système d'évaluation. Ainsi, le cursus sera composé de 14 semestres et chaque semestre comprend 6 à 7 modules avec un volume horaire minimum de 50 heures par module et un volume horaire global semestriel de 400 heures maximum d'enseignement et d'évaluation.

La formation sera répartie en trois blocs comprenant au minimum 89 modules. Le premier bloc porte sur des modules majeurs reflétant le caractère scientifique disciplinaire du diplôme. Le volume horaire de ce bloc de modules représente 94,1 % du volume horaire global de la formation. Ces modules sont au nombre de 84. Les deux autres blocs contiennent des modules complémentaires et d'ouverture. Le cursus sera marqué par

Médecin de famille en spécialisation

■ Une des nouveautés de la réforme

■ Pour le dentaire, la durée de formation passera de 5 à 6 ans

■ Les changements ne concernent pas les anciens étudiants

- L'Economiste: Quels sont les principaux axes de cette réforme qui sera mise en place à partir de cette rentrée?

- Pr Mohamed Adnaoui: Pour la filière médecine, cette réforme porte sur plusieurs axes, à commencer par le profil de médecin généraliste. Ainsi, la durée de 7 ans est maintenue tout en révisant les modalités de deux dernières années de stages qui doivent être axés sur l'acquisition de compétences spécifiques à l'exercice de la médecine de famille. Et le consensus a été fait sur l'optimisation des modalités actuelles de formation en adoptant un système LMD hybride, par

un enseignement semestriel, modulaire et transférable, avec capitalisation des acquis et création des passerelles.

- Et pour le résidanat?

- Le cursus sera révisé pour permettre une réduction de la durée de spécialisation et permettre par la même occasion d'introduire la spécialité de médecine de famille au sein de notre pays.

- De gros changements touchent aussi la médecine dentaire et la pharmacie

- Pour la médecine dentaire, la durée de formation passera de 5 à 6 ans comme cela sera le cas pour la pharmacie. La raison en est simple : jusqu'à présent, les pharmaciens et les médecins dentistes qui obtiennent leurs diplômes passent 1 à 2 années de stages post-doctorat avant de s'installer. La 6^{ème} année sera donc consacrée exclusivement aux stages pratiques, ce qui permet aux nouveaux lauréats d'être opérationnels dès leurs soutenances de thèses. A noter que l'accès aux trois facultés (médecine, dentaire et pharmacie) est régulé via un concours



Pour Pr Mohamed Adnaoui, doyen de la faculté de médecine et de pharmacie de Rabat, ces réformes sont une étape nécessaire pour la survie des universités en cette période de mondialisation et de concurrence (Ph. MA)

ouvert aux bacheliers après une sélection sur dossier. Pour la filière pharmacie, il faut préciser qu'elle comportera chaque année un concours pour les bacheliers (80%) en fin juillet et un concours pour les étudiants DEUG.

- Cette réforme concernera-t-elle aussi les facultés de médecine non publiques?

- Pour les facultés dépendantes des universités créées par les Fondations, leur accréditation par le ministère de l'Enseignement Supérieur a été faite sur un descriptif de formation. Il est très probable que le Cahier des normes pédagogiques national, récemment adopté, sera appliqué de la même façon au niveau de ces nouvelles facultés.

- Pas de rétroactivité pour les anciens étudiants?

- Pour les étudiants inscrits pour la rentrée universitaire 2015-2016 en 2,3,4,5,6 et 7^{èmes} années, ils continueront le cursus selon l'ancien régime des études médicales, pharmaceutiques et médecine dentaire, donc pas de rétroactivité. Cependant, les services juridiques du ministère étudient actuellement les dispositions transitoires de cette réforme, notamment pour l'internat et le résidanat. □

Propos recueillis par NEA

appliquée dès cette année

l'introduction de nouvelles disciplines se rapportant au domaine de la santé : économie, droit, communication, éthique, environnement....

Le volume horaire global de la formation est au minimum de 4.500 heures d'enseignement et d'évaluation.

A l'issue de la septième année du cursus de formation, l'étudiant subit un examen national d'habilitation destiné à évaluer les compétences acquises. Seuls les étudiants ayant validé toutes les années du cursus de formation peuvent se présenter à cet examen. Une thèse est préparée en fin d'études et fait l'objet d'une soutenance. La note du diplôme correspond à la moyenne pondérée des notes de toutes les années de formation (60%), de l'examen national d'habilitation (25%) et de la thèse (15%).

Modules de pharmacie et dentaire

LA formation au diplôme de docteur en pharmacie s'étale sur 6 années d'études comprenant au total 75 modules, stages compris. Un stage d'initiation en pharmacie d'officine est obligatoire après le 4ème semestre et un autre d'initiation en pharmacie hospitalière après le 8ème semestre. Une thèse est préparée en fin d'études et fait l'objet d'une soutenance. Chaque semestre comprend 6 à 7 modules. Le volume horaire global de la formation est de 4.800 heures au maximum d'enseignement et d'évaluation. Pour la filière dentaire, la formation s'étale sur 12 semestres avec 80 modules en total. Le volume horaire global de la formation est de 6.918 heures au minimum d'enseignement et d'évaluation. Le cursus de formation du doctorat en médecine dentaire comprend des stages obligatoires, majeurs, complémentaires et d'ouverture. □

Selon Adnaoui, le système de passerelles figure parmi les avantages de la réforme LMD donnant la possibilité aux étudiants de s'orienter vers des formations professionnelles ou vers la carrière de chercheur dans le domaine de la santé. Ces passerelles sont ainsi rendues possibles à 3 niveaux: fin de S4, fin de S6 et fin de S10.

Mais pour réussir cette réforme, il faut des mesures d'accompagnement portant notamment sur les ressources humaines et les équipements hospitaliers, signale un professeur de médecine au CHU de Rabat. Pour ce dernier, «globalement la réforme est bien réfléchie, mais rien n'a été prévu pour l'amélioration des équipements et des infrastructures hospitaliers

dans les différents CHU du pays». Il tient à rappeler que la médecine est un métier qui nécessite en plus des bancs de la faculté des lieux d'apprentissage pour une longue durée au sein d'une grande population de patients de pathologies diversifiées. Pour le manque d'enseignants, le problème ne sera pas posé pour assurer

les TD dans les facultés publiques, rassure le professeur de CHU Rabat. Mais, des difficultés pour l'encadrement des stages pour certaines spécialités pourront se poser. Un dilemme que connaîtront aussi les facultés privées dont la capacité litieuse des hôpitaux associés reste insuffisante pour le moment. «Notre université a

signé une convention-cadre avec les deux facultés privées et celle de l'UIR pour la mise en place des filières de médecine dans ces établissements et contribuer à l'encadrement de leurs étudiants», rassure Amzazi Saaïd, président de l'université Mohammed V de Rabat. □

Noureddine EL AISSI

PARCOURS GRANDE ÉCOLE

EN INTÉGRANT
L'ESCA, JE METS
TOUTES LES CHANCES
DE MON CÔTÉ

ESCA
Ecole de Management

Classée N°1 en Afrique francophone*

www.esca.ma

* Jeune Afrique N° 2806

5

CHOIX DE PARCOURS
ACCREDITÉS EN DOUBLES
DIPLOMES

73

PARTENAIRES INTERNATIONAUX,
AVEC DES PROGRAMMES
D'ÉCHANGES

14

MOIS DE STAGES
EN ENTREPRISE

19

NATIONALITÉS ACCUEILLIES
AU COEUR DE CASABLANCA

Le Millénaire 7, rue Abou Youssef El Kindy Boulevard Moulay Youssef 20 070 - Casablanca - Maroc
Tél : +212 5 22 20 91 20 • Fax : +212 5 22 20 91 15 • Email : ibenjelloun@esca.ma • www.facebook.com/escamaroc

Une nouvelle génération de profs arrive

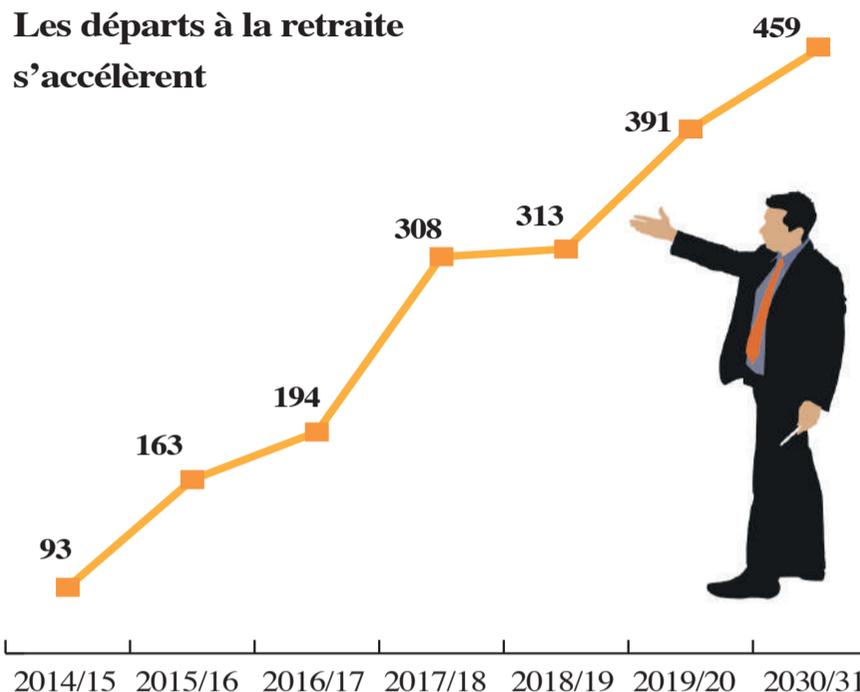
■ 1.300 recrues cette année, dont 500 récupérées de l'administration, un record

■ Ils suivront, pour la première fois, des formations en innovation pédagogique

■ L'anglais comme critère de sélection

DU sang neuf dans les universités publiques. Cette année, 1.300 enseignants y seront recrutés, un record! Jamais les recrutements n'ont dépassé 600 postes par an, selon le ministère de l'Enseignement supérieur. Outre 500 nouveaux profs engagés, le département de Lahcen Daoudi est parti puiser des effectifs parmi les docteurs employés dans la fonction publique. C'est ce que

Les départs à la retraite s'accroissent



Source: MES
Les départs à la retraite des enseignants s'accroîtront pour passer de 93 en 2014-15 à 459 en 2030-31. A cette date, 7.425 profs auront quitté les universités en 15 ans. Un effectif qu'il faudra remplacer. En 2014-2015, le déficit en enseignants était estimé à près de 1.620

finalement opté pour le contrat en CDD. Et grande première, toutes ces nouvelles recrues devront impérativement maîtriser l'anglais, principale langue de la recherche dans le monde. Ils recevront aussi des formations en innovation pédagogique. L'objectif est de les préparer à l'usage des technologies de l'information pour mieux interagir avec des étudiants ultra connectés.

Le enseignants en informatique, pour leur part, bénéficieront d'ateliers avec des experts mondiaux pour les briefier sur les dernières tendances dans le domaine.

La tutelle compte faire émerger une nouvelle génération d'enseignants, mieux préparés à assumer leur mission et plus orientés vers la recherche. Mais il faudra encore plus d'efforts en matière de formation continue, d'incitations pour la recherche et de contrôle et d'évaluation.

Auparavant, il suffisait de disposer d'un doctorat pour être recruté à l'université. Une bonne partie des enseignants, face à un contrôle quasi nul et un emploi du temps allégé, se permettent d'exercer d'autres activités lucratives en parallèle: entrepreneuriat, consulting, vacations dans des établissements privés, agriculture, ... des activités rentables et surtout très prenantes. Résultat des courses: peu

l'on appelle des postes de transformation. Après concours, leur statut est transformé pour devenir celui de professeur assistant. La tutelle en a engagé 500. A ce nombre s'ajoutent 300 contractuels, des jeunes

Jamais évalués par les étudiants

IL est vrai que les enseignants chercheurs sont évalués par une commission scientifique sur leurs travaux pédagogiques ou de recherche pour passer d'un grade à un autre. Mais ils ne sont jamais contrôlés ou évalués sur leur rendement dans l'amphithéâtre. D'abord parce qu'il n'existe aucune entité pour y procéder (sauf si la nouvelle Instance d'évaluation décide de s'en charger). Et ensuite, parce que les étudiants n'ont pas la possibilité de le faire. Généralement, les enseignants rejettent ce niveau d'évaluation. Mais curieusement, ils l'acceptent volontiers dans les établissements privés dans lesquels ils exercent en tant que vacataires, et qui se les arrachent (rémunérés jusqu'à 500 DH/heure). «Les professeurs universitaires suivent notre système. Nous les évaluons et nous les accompagnons, chaque établissement selon son modèle», confie Hassan Sayarh, DG de HEM. «Ils bénéficient d'un développement continu à travers divers ateliers. Ils sont aussi évalués, sur la base de plusieurs critères: l'enseignement, le service (développement de nouvelles filières), et la recherche, ainsi que par nos étudiants. Ceci est important pour nous», relève quant à lui Amine Bensaïd, président de l'université Mundiapolis. Or, l'avis des étudiants est crucial pour une véritable démarche qualité. □

doctorants en deuxième année, engagés en CDD, pour un salaire de 5.000 DH par mois. «Pendant leurs études doctorales, ces jeunes participeront à l'encadrement des étudiants, en assurant des travaux pratiques et travaux dirigés. Cela leur offrira une proximité avec les étudiants et les préparera à devenir les enseignants-chercheurs de demain», explique le SG du ministère, Mohamed Aboussalah. C'est aussi une manière d'encourager plus de jeunes à s'inscrire dans des études doctorales et à tenter une carrière universitaire. Après avoir échoué à convaincre le ministère des Finances de réintroduire le poste d'assistant à l'université, la tutelle a

de temps pour l'encadrement des étudiants, notamment en matière de travaux pratiques et dirigés, peu d'efforts pour l'actualisation des cours, et peu d'investissement dans la recherche. A l'université Hassan II par exemple, la plus grande au Maroc, la moyenne des publications des professeurs dans des revues indexées est de 0,2 article par an.

Avec le développement des contrats de recherche avec le secteur privé et la prise en compte de la recherche en tant que critère d'avancement de carrière, les choses pourraient peut-être changer. □

Ahlam NAZIH

EAC
Ecole d'Architecture
de Casablanca

Ecole d'Architecture
de Casablanca

Concours d'entrée
le 17 septembre



Architecte

un métier, une passion!

Vous voulez :

- suivre une formation d'excellence,
- vivre l'expérience d'études à l'étranger,
- obtenir un diplôme prestigieux.

L'E.A.C.,

une école digne de vos ambitions.

Infos: 05 22 75 03 75
contact@ecolearchicasa.com

www.ecolearchicasa.com

Etudes à l'étranger: Trop tard? Pas vraiment!

■ Les inscriptions aux sessions d'hiver encore possibles

■ Les pays aux universités les plus réputées

SI la France reste le premier pays auquel pensent les étudiants marocains (30.000 inscrits), de nouvelles destinations émergent. Les capacités des écoles françaises saturent. Si on y ajoute la complexité des procédures et une batterie de contraintes, il y a de quoi décourager plus d'un candidat. La redistribution des cartes se fait en faveur des Etats-Unis avec ses universités qui font rêver (Harvard, Stanford, MIT, Princeton, Berkeley, etc), du Royaume-Uni, du Canada et plus surprenant, de la Suisse.

■ Etats-Unis: Demandez l'équivalence

Toutes les universités américaines n'acceptent pas automatiquement un bachelier marocain, car le système n'est pas le même. Si l'étudiant est bon en anglais, le mieux serait de passer un test linguistique, tel que le TOEFL (Test of English as a Foreign Language), qui prouvera son niveau. De plus, d'autres tests pourraient être demandés: le Scholastic Aptitude Test évalue le niveau d'anglais et de mathématiques de l'étudiant. Il en va de même pour le American College Testing. Tout dépend des tests demandés par la future université. L'année d'études américaine peut varier entre 250.000 et 700.000 DH.

Visa: Oui.

■ Canada: Proximité de la langue

Le Canada pourrait être une option de par sa représentativité mondiale grâce à des universités telles que McGill ou encore l'université de la Colombie-Britannique. L'une des plus grandes facilités au Canada est la langue. Il ne faut cependant pas croire qu'il s'agit de la langue enseignée dans les universités. Les dates d'inscription diffèrent selon si l'étudiant part dans un collège canadien ou dans une université. Deux sessions sont proposées dans les deux cas: celle d'automne et celle d'hiver. S'il est trop tard pour s'inscrire pour la première (1er mars), la seconde est toujours ouverte jusqu'au 1er novembre. Une année au Canada coûte de 55.000 DH à 150.000 DH par an dans un collège ou 80.000 à 260.000 DH.

■ Royaume-Uni: Procédures fluides

Arrivé au Royaume-Uni, l'étudiant

peut poursuivre ses études dans les divers systèmes d'éducation en Ecosse, Pays de Galles, Irlande du Nord et Angleterre. Il doit cependant, et ce dès le début de ses recherches, demander une équivalence du baccalauréat marocain, pas toujours accepté dans cette région. Pour demander une information ou dans le but de faciliter les procédures administratives, beaucoup se rendent au British Council. Vivre au Royaume-Uni peut aller de 80.000

DH à 120.000 DH, comprenant logement, vie scolaire, transport, repas...).

■ Suisse: Indépendance des cantons

Bonne nouvelle, pour aller en Suisse, il faut avoir obtenu une moyenne de seulement 12/20! Pour les personnes n'atteignant pas d'excellentes notes, il y a plus de chances d'être accepté en Suisse en commençant par une année de faculté au Maroc. En effet, les Suisses mettent un

point d'honneur sur l'expérience. Il faut donc diversifier les formations et stages pour multiplier ses chances d'admission. Dans ce pays, rien n'est généralisé. Chaque canton étant régi par sa propre organisation, les dates d'inscription diffèrent. L'année en Suisse peut avoisiner les 250.000 DH, avec des taxes d'études assez importantes qui varient selon l'université, à payer par semestre. □

Sabrina EL-FAÏZ

VOTRE RÉUSSITE EST NOTRE PRIORITÉ



Depuis 1973




leader

de la formation professionnelle privée au Maroc



• BAC+3 = DTS+LP Diplômes 2

• Technicien

• Licence Pro.

• Master

- FINANCE & COMPTABILITE
- RESEAUX INFORMATIQUES
- COMMERCE INTERNATIONAL
- DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE
- TRANSPORT & LOGISTIQUE
- BANQUE - ASSURANCE
- RESSOURCES HUMAINES
- DECLARANT EN DOUANE

• CASABLANCA BOURGOGNE
6, Rue Ampère Bd. Bordeaux
0522 22 14 20 - 0522 22 01 93

• CASABLANCA CENTRE VILLE
34, Rue Allal Ben Abdellah
0522 27 87 94

• MEKNÈS
12, Rue Antsirabé V.N.
0535 52 47 78

• FÈS
Place de la Résistance
0535 62 23 96/97

• MARRAKECH
183, AV. Mohammed V Guéliz
0524 43 11 42/46

• AGADIR
8, AV. Mohammed IQBAL - Amsernat
0528 23 78 73

www.facebook.com/EFETMaroc

Classement de Shanghai

Harvard, 13 médailles d'or consécutives!

■ L'université américaine écrase la concurrence

■ Une vitrine marketing pour attirer les sponsors et les étudiants

■ Aucun établissement marocain n'apparaît

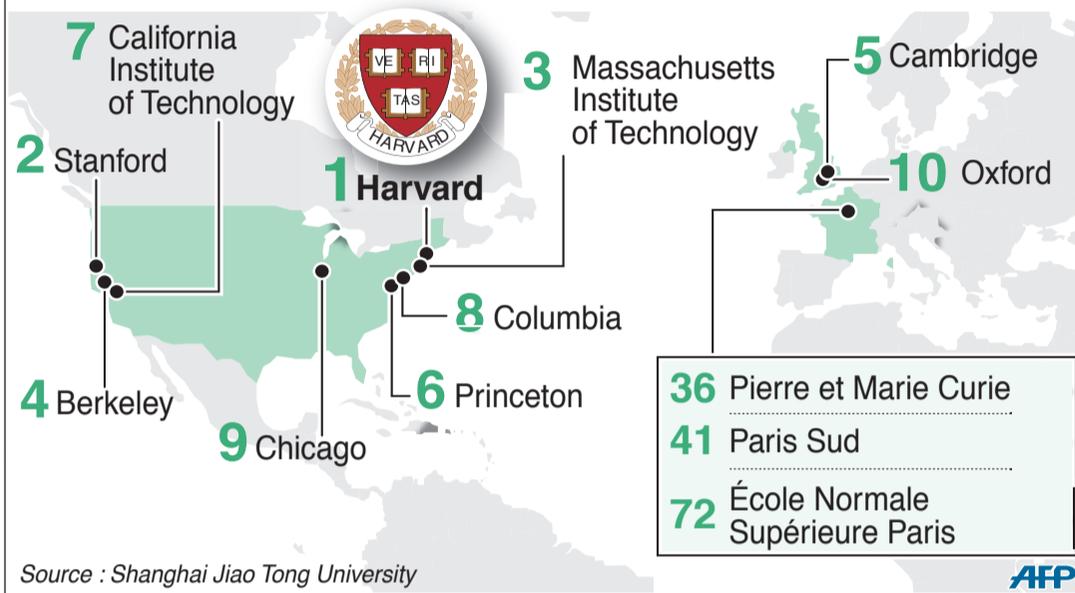
POUR de nombreuses familles, les universités américaines symbolisent l'excellence académique. Harvard, Stanford, MIT, Berkeley, Princeton, Caltech, Columbia, Chicago ... leur suprématie est encore une fois confirmée dans le classement de Shanghai 2015. L'Université Harvard reste en tête pour la 13e année consécutive.

Réalisé par l'université Jiao Tong de Shanghai, ce classement dresse une liste des 500 premières universités sur les 17.000 que compte la planète. A première vue, il n'y a pas de grand changement par rapport à la précédente édition.

En Europe continentale, l'ETH Zurich (20e) en Suisse prend la première place. Tandis que l'Université de Copenhague (35e) au Danemark devient la deuxième meilleure université dans cette région en devançant Pierre & Marie Curie (36e) en France dont le schéma inspire

Classement 2015 des universités

Les américaines toujours en tête



année plus de 1.200 universités dont les premières 500 sont publiées. Si l'université chinoise défend son classement, ses critères sont décrits par les experts. Et pour cause, ils sont « tournés vers la recherche et les sciences de la vie, au détriment des sciences humaines et sociales ». Le classement de Shanghai privilégie les très grandes universités fondées sur le modèle anglo-saxon qui disposent d'importantes ressources. Pour concurrencer le classement de Shanghai, l'Union européenne a créé son propre rating, U-Multirank, mais qui n'a pas la même notoriété. □

F. Z.T.
➡➡➡

critères requis sont très difficiles à remplir. Le regroupement des universités vise d'ailleurs à leur donner de la visibilité internationale (cf. notre édition N°4518 du 05/05/2015, Classements d'universités: A quoi ça sert?). Aucune université maghrébine en général ne figure non plus dans le classement.

A l'échelle arabe, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et le Liban placent quelques établissements: l'Université du Caire, l'Université des sciences et technologies du Roi Abdallah, l'Université Roi Fahd du

D'autres classements

Il existe aussi d'autres classements comme celui publié par la revue britannique Times Higher Education, dominé aussi par les universités américaines et britanniques. Ce dernier classement tient compte à la fois de la recherche et de la qualité de l'enseignement. Il rajoute ainsi des critères tels que le taux d'encadrement des étudiants, le nombre de professeurs et d'étudiants étrangers, la renommée à l'international, ... Jusqu'à aujourd'hui, une seule université marocaine a réussi à y figurer, Cadi Ayyad de Marrakech. Le ranking l'avait placée 301e (1re dans le monde arabe) dans son top 400 d'octobre 2014, puis 50e dans le top 100 des universités des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et 6e sur les 10 premières de la région Mena en février dernier. Fin avril, le Times Higher Education l'a classée 59e sur les 100 meilleures jeunes universités de moins de 50 ans dans le monde. □

beaucoup les élites marocaines et le gouvernement. L'Hexagone conserve son 5e rang mondial, avec 22 universités dans le Top 500. L'Université de Tokyo (21e) et l'Université de Kyoto (26e) maintiennent toujours leur leadership en Asie.

Les universités britanniques maintiennent leur compétitivité. L'Université de Warwick (92e) entre dans les 100 meilleures universités pour la première fois. Pour cette édition encore, aucun établissement du Maroc n'apparaît. Les

pétrole et des mines, l'Université du Roi Abdulaziz, l'Université du Roi Saoud et l'Université de Beyrouth.

Bien que contesté et critiqué, le classement de Shanghai est toujours attendu avec beaucoup d'intérêt. Plusieurs indices sont pris en compte dont le nombre de Nobel parmi les anciens élèves, le nombre de chercheurs les plus cités dans leur discipline ou le nombre de publications dans les revues scientifiques. Lancé en 2003, ce hit-parade concerne chaque



université
de BORDEAUX

L'Ecole de l'Expertise Comptable

où

l'accès au Diplôme d'Expertise Comptable français est assuré avec :

1. DUT GEA : Finance-Comptabilité (Bac+2)

L'obtention du DUT : Diplôme Universitaire de Technologie, Gestion des Entreprises et des Administrations, Option « Finance Comptabilité » de l'IUT de Bordeaux, formation de 2 années ouverte sur concours aux titulaires d'un baccalauréat scientifique, économique ou technique.

2. Licence 3 CCA - Comptabilité Contrôle Audit - (Bac+3)

L'obtention de la "Licence CCA" de l'Université de Bordeaux, formation ouverte sur étude du dossier aux titulaires d'un "DUT GEA - FC" et sur concours aux titulaires d'un autre bac+2 (DEUG, BTS, autre DUT ...).

3. Master CCA - Comptabilité Contrôle Audit - (Bac+5)

Master 1 CCA: ouvert sur concours aux titulaires d'un bac+3 en gestion.

Master 2 CCA: ouvert sur concours aux titulaires d'un Bac+4 en gestion.

L'obtention du "Master 2 CCA" délivré par l'Université de Bordeaux, permet à son titulaire de commencer immédiatement le stage réglementaire de 3 ans, grâce aux équivalences qui lui sont accordées avec le diplôme d'Etat français d'expertise comptable.

Dates de concours : courant septembre 2015

Institut Supérieur de Comptabilité Audit et Finance—ISCAF
21, Rue de l'Olympe - Quartier des Hôpitaux Casablanca
Tél. 05.22.86.20.40 - Fax. 05.22.86.24.40

Classement de Shanghai

Très durs, les critères de qualification



■ Le nombre de prix Nobel et de médailles Fields...

■ Ouvrir les universités aux enseignants chercheurs étrangers

Président de l'université Cadi Ayyad de Marrakech, le Pr. Abdellatif Miraoui prêche pour plus d'autonomie et de moyens pour nos universités. C'est à cette condition qu'elles pourraient rivaliser avec les meilleures.

- L'Economiste: Comment expliquer l'absence des universités maghrébines et notamment marocaines du classement de Shanghai 2015?

- Pr. Abdellatif Miraoui: Nous avons deux points handicapants par rapport au classement de Shanghai. Ce dernier se base sur plusieurs critères qui font que l'université est éligible ou pas. En premier lieu, le nombre

de prix Nobel et de médailles Fields obtenus parmi les anciens élèves et les chercheurs. Plusieurs universités au niveau mondial procèdent au recrutement des prix Nobel et de médailles Fields. Ils ont les moyens de le faire. Ce n'est encore pas possible pour les universités marocaines qui n'ont pas les moyens financiers pour attirer les meilleurs chercheurs. En plus la loi ne leur permet pas de recruter des chercheurs étrangers de niveau prix Nobel et de médailles Fields, ni par contrat ni en tant que fonctionnaire.

Nos universités peuvent répondre favorablement au critère du nombre des chercheurs les plus cités dans leurs disciplines. Nos facultés respectent aussi le nombre des articles publiés dans les revues scientifiques de renom. Mais il faut augmenter la cadence. Elles répondent positivement aussi aux critères liés au nombre d'articles indexés aussi bien que les performances académiques. Là c'est la taille de l'institution qui est prise en compte. Les six critères du classement sont importants. En l'absence des deux premiers critères des points sont éliminés à la base.



Selon Pr. Abdellatif Miraoui: «Il faut finaliser l'autonomie de l'université marocaine publique afin de lui permettre de gérer ses ressources humaines et financières» (Ph. L'Economiste)

C'est un handicap énorme. Le classement de Shanghai s'adresse en priorité aux universités aisées et anciennes. Plusieurs universités ont plus de 100 ans.

- Les profils manquent au Maroc?

- Le Maroc pourrait produire des Nobel ou médailles Fields. C'est le cas par exemple de Rachid Yazami (prix Draper l'équivalent du prix Nobel pour les ingénieurs) qui a poursuivi ses études en France. Il est maintenant à Singapour et il n'est pas comptabilisé dans une université marocaine. Maintenant, si nous disposons de plus de moyens, nous pourrions par exemple ramener un prix Nobel. Nous avons toutes les bonnes relations nécessaires. Le Maroc mise beaucoup sur la proximité avec l'Europe et les relations privilégiées. Le classement de Shanghai est un grand défi à relever.

- Le regroupement des universités visait à donner aux établissements de la visibilité internationale. Est-ce que cela peut aider à intégrer le classement de Shanghai?

- Effectivement les regroupements sont une bonne politique qui permet une meilleure visibilité et l'optimisation des moyens humains et matériels. Mais je ne pense pas que cela suffirait pour figurer dans le classement. La preuve, nous avons regroupé les deux universités de Casablanca et deux de Rabat, reste celle de l'Université Cadi Ayyad. D'après le dernier classement du Times Higher Education pour l'Afrique, Cadi Ayyad était parmi les dix premières. Casablanca est arrivée 15e et Rabat encore plus bas. Cela a un effet, celui de mutualiser et de regrouper les efforts. Nous avons encore du travail pour améliorer nos résultats. Pour cela, il est nécessaire d'avoir plus d'autonomie et de moyens à l'université. Le chantier le plus important reste l'ouverture de l'enseignement supérieur aux étrangers. □

■ Classement dans le Times Higher Education

Outre le classement de Shanghai, le Times Higher Education est aussi largement médiatisé. Ce dernier se base sur des critères «humains» et montre l'évolution des universités jeunes et non pas la richesse.

Times Higher Education est établi à partir de 13 critères regroupés en 5 grandes parties. L'enseignement, les citations et la recherche comptent chacun pour 30% de la note finale. Le financement par l'industrie et l'innovation comptent pour 2,5%.

L'ouverture à l'international pour 7,5%. Avec ces critères c'est l'université Cadi Ayyad de Marrakech qui a réussi à ce jour à être classée parmi les grands.

■ Il faut modifier les lois

Pour permettre aux universités publiques marocaines de lever des fonds privés par l'intermédiaire par exemple de l'impôt-recherche et la défiscalisation par les entreprises. C'est une voie qui a fait ses preuves dans les pays européens et américains. La recherche est un autre volet essentiel. La défiscalisation peut permettre de réduire les coûts.

Tout dépend de la politique gouvernementale. Nous avons actuellement 1.400 enseignants chercheurs, alors que nous en aurions besoin de 3.200 pour arriver à un taux d'encadrement de 10 étudiants par professeur. Comme le veut la norme internationale. Au lieu de cela, la norme marocaine est de 45 étudiants par professeur.

■ Où va l'argent dans les universités

Les budgets alloués à la recherche sont insuffisants. Le coût d'un étudiant revient à moins de 10.000 DH par année. Ailleurs, les coûts sont plus importants. Les universités en Espagne tournent à plus de 10.000 euros, aux Etats-Unis à plus de 15.000 euros et en France à plus de 12.000 euros annuels par étudiant.

Le classement de l'université Cadi Ayyad au niveau mondial est une prouesse par rapport aux moyens dont nous disposons. Généralement, l'université marocaine est très active. Il faut innover et continuer à faire de la recherche et les publications. L'effort doit continuer. L'espoir de rentrer dans le classement de Shanghai est en tout cas une des priorités pour cette université. □

**Licences
Masters & MBA**

Licence

- Management des Entreprises
- Sciences Comptables et Financières

Master 1

- Master 1 Marketing
- Master 1 Finance
- Master 1 Management des Organisations

Master 2 & MBA

- Master 2 Ingénierie Commerciale et Management de Projets
- Master 2 Contrôle de Gestion et Systèmes d'Information
- Master 2 Développement International
- MBA Ingénierie Financière
- MBA Finance d'Entreprise
- MBA Marketing, Communication & Marques
- MBA Marketing, Communication & Publicité
- MBA Management de la Santé
- MBA Entrepreneur

Inscription: 32, Rue El Bakri (Tram ligne 1 - la Résistance) Casablanca Tél: 0522 444 001
Email: info@esgmaroc.com - Site web: www.esgmaroc.com

Propos recueillis par
Fatim-Zahra TOHRY

Rentrée tendue dans les facs de médecine

■ **Le texte sur le service obligatoire continue de chauffer les esprits**

■ **Un test «grandeur nature» le 14 septembre, début des stages hospitaliers**

C'EST une rentrée universitaire qui s'annonce mouvementée dans les facultés de médecine. Le conflit opposant, depuis des mois, les étudiants au ministre de la Santé El Houssaine Louardi sur le service public obligatoire de deux ans au terme des études (ce qui est contesté, c'est l'affectation dans les campagnes) continue de chauffer les esprits. Ni les grèves ni les sit-in n'ont permis d'infléchir la position des autorités qui se montrent très fermes sur le principe.

De leur côté, les étudiants sont également déterminés à poursuivre le bras de fer. Malgré une mobilisation qui commence à s'essouffler, la «Commission nationale des étudiants en médecine au Maroc» a décidé de boycotter la rentrée dans les cinq facultés publiques. Une grève qui concerne aussi bien les cours que les stages dans les hôpitaux dépendant des CHU. Ces derniers devraient en principe commencer à partir de 14 septembre. «Jusqu'à présent, le ministre de la Santé refuse de recevoir nos représentants pour ouvrir le dialogue sur ce projet», tempête une étudiante de la coordination de Rabat.

Coaching de futurs ingénieurs Centrale Supélec

L'Association des centraliens du Maroc a organisé une rencontre d'information et de coaching avec les élèves ingénieurs qui vont fréquenter l'une des écoles du groupe Centrale Supélec. Le nombre de jeunes qui intègrent le groupe Centrale Supélec cette année scolaire atteint un nouveau record avec 80 élèves dont la moitié à Centrale Paris, 16 à Supélec, 10 à Lyon, 5 à Lille, 5 à Marseille et 5 à Nantes. Centrale Casablanca, assure avoir une cinquantaine d'élèves (données provisoires). Ce qui portera à environ 130 étudiants faisant de ce groupe le plus important des communautés des Marocains ayant intégré les grandes écoles françaises pour l'année 2015/2016. Le réseau du groupe Centrale Supélec au Maroc comprend 1.500 personnes (la moitié issue de Centrale Paris) dont 1.200 diplômés et 300 en cours de formation dans l'une des sept écoles du groupe. □

Pour améliorer l'offre des soins dans le monde rural, il faut augmenter les postes budgétaires pour le recrutement des médecins, recommandent les représentants des étudiants. «En partant du principe du droit, est-ce que les populations du monde rural n'ont pas le droit de se soigner à l'instar des autres marocains», rétorque le ministre de la Santé. Lequel relève une ambiguïté

dans les revendications des étudiants. «Ces derniers réclament l'ouverture du dialogue et le retrait du projet en même temps; on va dialoguer sur quoi donc? s'interroge le ministre. Louardi rappelle que le projet de texte vient d'être finalisé et la première mouture est prête. Le projet sera également transmis à l'ensemble des syndicats. On va attendre leur réaction pour permettre d'examiner l'opportunité

de prendre en considération leurs observations et propositions lors de la rédaction de la version finale de ce projet, indique le ministre. Ce dernier tient de signaler que la réflexion et le débat sur ce projet vont se poursuivre par la suite au Parlement. «On est ouvert sur toutes les propositions qui peuvent enrichir ce projet», conclut le ministre. □

Noureddine EL AISSI



eurelec
La formation par la pratique
INSTITUT EUROPEEN D'ELECTRONIQUE & D'INFORMATIQUE
Depuis 1968

LE CARREFOUR DES METIERS DE POINTE



BAC+3

TECHNICIEN

LICENCE PRO.

MASTER

www.facebook.com/Eurelec



- Electronique
- Gestion Informatisée
- Réseaux Informatiques
- Automatisation
- Développement Informatique
- Maintenance
- Développeur Android
- Certifications CISCO - CCNP
- Développeur WebMaster

Centre 2Mars : 0522 27 66 55
6, Avenue du 2Mars - Casablanca 0522 26 93 04

Centre Zerktouni : 2, Rue Soulaymane Azmi 0522 26 84 00
Bd. Zerktouni - Casablanca

Une double révolution de velours

La reconnaissance des établissements et des diplômes privés va instituer une mesure-étalon qui guidera les parents et les étudiants dans leur choix. Au-delà, ce label devrait surtout créer une nouvelle dynamique et une émulation entre le secteur privé et le public. Et à terme, en finir avec des préjugés. C'est toute une révolution culturelle que le régulateur amorce. Thami Ghorfi, président du

groupe ESCA et Amine Bensaid, président de l'université Mundiapolis, décryptent ces changements.

■ Reconnaissance et équivalence des diplômes privés

- **Thami Ghorfi:** La reconnaissance des établissements privés et des diplômes repose sur des méthodologies, des pratiques



d'audit, d'évaluation et d'accréditation dont le caractère vertueux est dans l'absolu indéniable. L'expérience dans laquelle le Maroc s'engage est donc une démarche

positive, attendue d'ailleurs depuis des années. Pour qu'elle réussisse durablement, il faudra qu'elle soit portée par une instance indépendante, de type «agence d'accréditation». Mais la clé de voûte de ce système d'«assurance qualité» réside bel et bien dans la prise en compte des réalités locales. Pour être crédibles et efficaces, les mécanismes de reconnaissance doivent révéler le génie des établissements, et leur capacité à réaliser des performances dans un équilibre entre projet pédagogique, modèle économique et mission que se donne chaque institution sur le territoire sur lequel elle opère et souhaite rayonner: local, régional, national ou international.

- **Amine Bensaid:** Je considère que ce texte sur la reconnaissance des établissements privés représente un saut qualitatif pour l'enseignement supérieur marocain. J'espère que ceci permettra d'accélérer la cadence des changements et du dévelop-



(Ph. AB)

vement de l'enseignement supérieur dans notre pays, tel que ceci a été le cas dans des pays développés ou, plus tard, dans des pays émergents tels que la Malaisie ou la Turquie par exemple. En ce qui concerne les conditions publiées dans le cahier des charges pour la reconnaissance, je constate avec enthousiasme qu'elles vont dans le sens des standards internationaux. Bien entendu, on peut toujours réfléchir à des améliorations ou penser à des ajustements des valeurs normatives fixées pour tel ou tel critère, mais à mon sens, ce cahier des charges constitue une bonne manière d'enclencher un processus d'amélioration continue dans notre système. A terme, j'espère que nous convergerons vers des critères d'assurance-qualité orientée par les finalités qui permettraient à plus d'établissements de satisfaire ces critères tout en garantissant au régulateur de maîtriser le risque de perdre en qualité.

■ Au-delà du label, les implications pour le secteur

- **Thami Ghorfi:** S'il est mené avec rigueur, le processus de reconnaissance est de nature à inscrire les établissements d'enseignement supérieur (privés et publics) dans une dynamique d'amélioration continue. Ce label fera office de standard, de mesure-étalon: il sera un outil essentiel pour renseigner objectivement les étudiants, leurs parents et les entreprises, sur la valeur de chaque école, de chaque diplôme. En instaurant une dynamique d'émulation positive, il va créer

- INGÉNIERIE
- BUSINESS
- ARCHITECTURE & URBANISME
- DROIT
- CLASSES PRÉPAS

- FILIÈRES ACCRÉDITÉES PAR L'ÉTAT
- SEMESTRES D'ÉCHANGE À L'INTERNATIONAL
- DOUBLES DIPLÔMES
- STAGES EN ENTREPRISES



upf.ac.ma
0535 610 320

1^{ÈRE} UNIVERSITÉ PRIVÉE À FÈS
AUTORISÉE PAR L'ÉTAT UP07

en marche dans le privé

les conditions essentielles à une compétition saine entre les établissements et tirer dans son ensemble l'enseignement supérieur marocain vers le haut, sur deux échelles : les établissements les mieux reconnus se positionneront comme des alternatives solides et ambitieuses à des études à l'étranger souvent coûteuses pour les étudiants marocains, et la destination Maroc sera plus forte et plus attractive pour les étudiants internationaux.

- **Amine Bensaid:** Personnellement, je considère que cette double reconnaissance (de l'établissement et du diplôme) permettra surtout de passer plus rapidement à une culture et une psychologie où c'est la qualité qui est mise en avant comme critère d'appréciation d'un établissement, sans qu'elle soit occultée par la nature publique ou privée de l'institution. Ceci devrait tirer tout le système vers le haut, à donner des raisons supplémentaires pour continuer à mettre les moyens et renforcer une complémentarité entre le public et le privé visant à faire face aux besoins quantitatifs (vu le nombre de bacheliers qui sortent chaque année) de l'enseignement supérieur au Maroc et aux impératifs qualitatifs (vu les défis en orientation, en employabilité et en accompagnement) qui interpellent les universités au Maroc (comme ailleurs d'ailleurs).

En résumé, j'estime que, à terme, ce label mènera à plus de clarté et plus de qualité pour plus d'étudiants marocains, qui seront pris en charge indifféremment dans les établissements privés ou publics.

■ Le socle de compétences exigées en entreprise

- **Thami Ghorfi:** Un diplômé en management de l'enseignement supérieur est aujourd'hui appelé à être à la fois créateur et gestionnaire. Il va contribuer à façonner le monde de l'entreprise qu'il va rejoindre, et à créer de la valeur sur le marché. Mais nous évoluons dans un monde de plus en plus complexe, où les avancées technologiques et les ruptures géopolitiques sont devenues trop fortes, où les marchés sont de plus en plus turbulents et où les réglementations posent des exigences de plus en plus élevées, de plus en plus coûteuses. Evidemment, il est essentiel que ce lauréat ait des connaissances solides mais il devient de plus en plus clé qu'il sache rebondir, s'adapter, être agile, être «une tête bien faite» qui puisse être défaits et refaits à volonté afin de trouver à tout moment des solutions viables ou innovantes. Le diplômé doit savoir faire face à la complexité d'un environnement dans la mondialisation, démontrer des capacités d'analyse et de décision et faire preuve d'humilité pour conserver l'envie de savoir, de comprendre et d'apprendre même après avoir été diplômé.

Amine Bensaid: Pour bien servir les besoins de l'entreprise et bien réussir sa carrière, les opportunités d'amélioration pour le diplômé marocain résident surtout dans son attitude par rapport à ses responsabilités vis-à-vis de son employeur, ses collaborateurs et ses clients. Il est crucial que le jeune Marocain comprenne que sa valeur pour l'entreprise réside dans la

valeur qu'il lui apporte, et non pas dans le nombre d'années d'études qu'il a passées ou dans sa recherche continue d'un employeur qui lui offrira quelques centaines de dirhams de plus, ou dans un calcul permanent de son engagement ou des efforts qu'il fournit pour atteindre les objectifs de l'entreprise. Une fois que l'attitude est bien alignée sur les intérêts

de l'entreprise, la réussite du jeune employé est assurée quand il/elle jouit d'un niveau sain de confiance en soi pour relever les défis, résoudre les nouveaux problèmes et apprendre en continu, et que cette confiance en soi est doublée d'une intelligence comportementale et une aise à communiquer. □

A. S.

Fiers d'être à l'ESiG

ACCREDITÉ*

BAC
+5

3 SPÉCIALITÉS
FINANCE
MARKETING
GESTION INTERNATIONALE

DOUBLE DIPLÔME

- Cycle Supérieur de Management de l'ESiG
- Master d'État de l'Université Jean Monnet, Saint-Étienne

PROGRAMME GRANDE ÉCOLE



ACCREDITÉ*

BAC
+3

3 SPÉCIALITÉS
MARKETING & VENTE
COMPTABILITÉ & FINANCE
RESSOURCES HUMAINES

DOUBLE DIPLÔME

- Cycle Normal de Management de l'ESiG
- Licence AES (Administration Économique et Sociale) de l'Université Jean Monnet, Saint-Étienne

*Accrédité par Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique.

www.esigmaroc.com



Lotiss. La Colline II, route de Nouasseur
Quartier: Sidi Maarouf - CASABLANCA
Tél.: 0522 335 134 - 0522 335 135 - 0522 335 969
esigcasa@esigmaroc.com

Avenue Med. Belhassan El Ouazzani
ang. rue Ketama, km 4 Souissi 10210 RABAT
Tél.: 0537 750 201 - 0537 750 306
esigrabat@esigmaroc.com



apprendre pour entreprendre

«On demande aux femmes d'être des superwomen!»

Scientifique de renommée internationale et lauréate du Prix L'Oréal-Unesco pour la science, la Pr. Rajaâ Cherkaoui El Moursli dit ne pas sentir investie d'une quelconque responsabilité. Elle reconnaît une certaine évolution dans la société, mais s'étonne que l'on exige d'une femme, deux fois plus au travail. Au Maroc aujourd'hui, poursuit-elle, les femmes sont encouragées à étudier, mais ça s'arrête là. Comme si elles avaient rempli leur rôle. Vient ensuite le mariage et l'ascension s'arrête. Entretien.

- L'Economiste: Les métiers des sciences sont encore peu féminisés comme d'ailleurs les filières scientifiques dans l'enseignement. Comment inverser la tendance?

- Rajaâ Cherkaoui El Moursli: En effet, j'ai l'impression que la femme n'ose se présenter à un poste que quand



Professeur à l'université Mohammed V de Rabat, Rajaâ Cherkaoui El Moursli est spécialiste en physique des hautes énergies et physique nucléaire. Elle a reçu cette année le Prix L'Oréal-Unesco pour les Femmes et la Science, qui récompense les femmes qui se sont distinguées par l'originalité de leur recherche (Ph. Fondation L'Oréal-Unesco)

sement, j'ai eu un mari compréhensif, qui a su me soutenir et faire respecter par notre entourage mon envie de travailler. Mais il a fallu que je rivalise d'efforts pour m'épanouir entre l'éducation de mes trois enfants et ma profession. Avec le recul, j'ai le sentiment d'avoir donné à ma famille bien plus que beaucoup de mes amies, femmes au foyer. Peut-être que cette fameuse culpabilité que l'on colle à une mère qui travaille y est pour quelque chose.

Pour cette nouvelle génération, certaines données ont changé. Les hommes d'aujourd'hui sont plus exigeants que leurs aînés. Ils veulent que leur femme travaille, ramène de l'argent, s'habille et se fasse belle, élève leurs enfants et tienne la maison. Elles sont à la fois leur femme, leur mère, leur amie... La pression est forte et c'est peut-être ce qui les décourage à tout mener de front. Et ce n'est pas tout. La société aussi est plus exigeante aujourd'hui avec une femme qui a un poste à responsabilité. Elle doit faire plus et mieux qu'un homme, et surtout sans aucun droit à l'erreur. Être une sorte de superwoman. Ce qui peut refroidir les élans de carrière...

- Vous avez reçu le Prix L'Oréal-Unesco destiné à encourager les carrières justement. Vous sentez-vous investie d'une responsabilité particulière?

- Quand j'ai eu ce prix, j'ai tout de suite espéré que cela motive d'autres femmes à travailler. Régulièrement, quand je fais les courses ou dans la rue, des femmes que je ne connais pas viennent m'embrasser, me féliciter. Ce sont elles qui me hissent au rang de modèle. Leur discours est très clair, je représente un exemple à suivre pour la femme marocaine dans son ensemble. L'occasion qu'elles n'ont pas eue elles-mêmes de poursuivre leurs études, elles l'espèrent vivement pour leurs propres filles.

- Quelles sont les qualités essentielles pour un étudiant qui vise une carrière scientifique?

- La plus grande qualité à avoir est la persévérance. Il faut savoir que chez nous, les carrières scientifiques ne sont pas valorisées. Donc pendant des années, il ne faut pas s'attendre à beaucoup de reconnaissance. Tout de même, notre pays avance dans ce sens, j'espère que cela va continuer. Mais l'ancienneté est toujours ce qui prime. Il faut donc avoir le goût de l'effort et beaucoup de passion. Opter pour des études scientifiques ne doit pas être un effet de mode. □

elle sait qu'elle peut y exceller, briller. Ce handicap est à mon avis lié à l'éducation. Pourtant, au niveau de la population, hommes et femmes sont à part égale, elles devraient donc être plus visibles dans le monde du travail. D'autant qu'elles sont consciencieuses et fournissent un travail soigné. Pendant les études, elles représentent 30 à 40% des effectifs. Des chiffres que nous sommes loin de constater dans le métier.

Au Maroc, aujourd'hui, elles sont encouragées à étudier, mais ça s'arrête là. Comme si elles avaient rempli leur rôle. Vient ensuite le mariage et l'ascension s'arrête. C'est bien dommage. Quand on a la chance d'avoir un don, quel qu'il soit, il faut l'exploiter. Fonder une famille est bien légitime et essentiel, mais il faut penser à l'après. Autour de moi, je vois tant de femmes de ma génération, qui se sentent seules et désœuvrées quand leurs enfants sont grands et quittent la maison. C'est en tout cas le sentiment qu'elles ont.

Moi qui voyage beaucoup, nous avons au Maroc un avantage de taille par rapport aux femmes des pays du Nord, celui de pouvoir être épaulées par nos familles, par des nourrices à moindre prix. Et nous passons à côté. Moi-même je n'aurais jamais pu faire cette carrière sans l'aide de mon entourage. Alors il faut en profiter. Parmi mes brillantes étudiantes, ou elles arrêtent après leurs études ou elles partent travailler à l'étranger. Une perte pour notre pays.

- A quelles épreuves avez-vous été confrontée dans votre parcours?

- Rien n'est simple en effet. Heureu-

Propos recueillis par Stéphanie JACOB

CONFÉRENCE

Les inscriptions sont toujours ouvertes pour préparer un diplôme de l'université anglaise publique Leeds Beckett délocalisé en Turquie

Casablanca Marrakech

Samedi 12 Septembre 2015

Adresse : Hôtel Casablanca Le Lido Thalasso & SPA (Ex Riad Salam) sur le boulevard la Corniche à 100m du mégarama (Ain Diab) Casablanca

Dimanche 13 Septembre 2015

Adresse : Hôtel Opéra Plaza Angle Avenue Mohammed VI et Avenue Hassan II (en face du théâtre royal) Marrakech

INVITATION OBLIGATOIRE

Invités de la conférence

Récupérer rapidement votre invitation :

En personne à :
17, Place Pasteur n°14 (2^{ème} étage)
Résidence Pasteur Build - Casablanca

Bd Hassan II Résidence Koutoubia
Center 2 Bureau n°10 (2^{ème} étage)
Marrakech

En appelant au :
Tél : 05 22 26 26 23
GSM : 06 50 27 31 33

Tél : 05 24 44 81 58
GSM : 06 36 04 61 34

Par email sur :
admissions@bridgetostudy.com

Pour étudier à l'étranger, joignez-nous tout au long de l'année